



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CORRÈZE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°19-2017-064

PUBLIÉ LE 1 NOVEMBRE 2017

Sommaire

Direction de la réglementation et des libertés publiques / Bureau de la réglementation et des élections / DRLP3

19-2017-10-11-002 - Habilitation dans le domaine funéraire de la régie municipale de Saint hilaire les Courbes (2 pages) Page 4

19-2017-10-11-003 - Habilitation dans le domaine funéraire de la régie municipale de Saint Hilaire Peyroux (2 pages) Page 7

Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

19-2017-10-11-004 - Arrêté portant composition de la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (4 pages) Page 10

19-2017-10-23-001 - Arrêté portant extension de la capacité du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association "Le Roc" pour les sites de Tulle et de Brive (3 pages) Page 15

19-2017-10-18-002 - Arrêté préfectoral n°DDCSPP19201704558 attribuant l'habilitation sanitaire à Monsieur Bournazel Jean-Pascal (2 pages) Page 19

19-2017-10-18-001 - Arrêté préfectoral n°DDCSPP19201704562 attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Marsan Camille (2 pages) Page 22

19-2017-10-10-003 - arrêté préfectoral portant modification de la commission de réforme des agents des collectivités territoriales (2 pages) Page 25

19-2017-10-11-005 - Commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, règlement intérieur (8 pages) Page 28

Direction départementale des territoires / Direction

19-2017-10-27-002 - Arrêté préfectoral modificatif 11/2017 portant réglementation temporaire de la circulation des véhicules transportant des bois ronds (16 pages) Page 37

Direction départementale des territoires / Service de l'Economie Agricole et Forestière

19-2017-10-16-002 - Arrêté relatif aux loyers des conventions pluriannuelles de pâturage (3 pages) Page 54

Direction départementale des territoires / Service de l'Environnement

19-2017-10-23-002 - Arrêté préfectoral n° 19-2017-00272 portant modification de l'arrêté d'autorisation n° 19-2015-00400 au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant l'opération de renaturation de la rivière Corrèze, commune de Tulle. (4 pages) Page 58

19-2017-10-20-001 - Arrêté préfectoral n° 2017-191760600 de mise en demeure à l'encontre de Mme et M. Taminau Anne et Denis de régulariser la situation administrative de l'étang n° 191760600, situé au bourg de la commune de Rosiers d'Égletons. (4 pages) Page 63

Préfecture / Direction des relations avec les collectivités locales

19-2017-10-17-002 - Arrêté portant modification de l'arrêté inter-préfectoral du 15 septembre 2016 portant fusion des communautés de communes d'Ussel-Meymac-Haute-Corrèze, du Pays d'Eygurande, des Gorges de la Haute Dordogne, de Val et Plateaux Bortois, des Sources de la Creuse (département de la Creuse, 23) avec extension aux communes de Bellechassagne, Bugeat, Chavanac, Millevaches, Pérols-sur-Vézère, Peyrelevade, Saint-Germain-Lavolps, Saint-Merd-les-Oussines, Saint-Setiers et Sornac (membres de la communauté de communes de Bugeat-Sornac-Millevaches-en-Creuse) (2 pages) Page 68

| | |
|--|---------|
| 19-2017-10-17-003 - Arrêté portant modification des statuts de la communauté de communes Xaintrie Val'Dordogne (2 pages) | Page 71 |
| 19-2017-10-24-001 - Arrêté portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Tulle Agglo (2 pages) | Page 74 |
| 19-2017-10-17-001 - Arrêté préfectoral portant adhésion du syndicat d'alimentation en eau potable La Montane au syndicat Puy des Fourches-Vézère (2 pages) | Page 77 |

Direction de la réglementation et des libertés publiques /
Bureau de la réglementation et des élections / DRLP3

19-2017-10-11-002

Habilitation dans le domaine funéraire de la régie
municipale de Saint hilaire les Courbes



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Préfecture
Direction de la réglementation et des libertés
publiques
Bureau de la réglementation et des élections

Arrêté

portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2221-1 à L2221-13, L.2223-23 à L.2223-46, et R2223-56 à R2223-65,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements, modifié,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 26 mars 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de la régie municipale de Saint Hilaire les Courbes,

Vu l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de Saint Hilaire les Courbes en date du 24 février 2017,

Vu la demande présentée par Monsieur le Maire de Saint Hilaire les Courbes,

Vu l'accusé de réception délivré le 10 octobre 2017,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze,

ARRETE :

Art. 1. – L'habilitation attribuée à la régie municipale de Saint Hilaire les Courbes, pour exercer, sur le territoire de sa commune, le service extérieur des pompes funèbres pour l'activité funéraire suivante :

- *Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.*

est renouvelée.

Art. 2. - Le numéro de l'habilitation est : **17.19.139.**

Art. 3. - La présente habilitation est accordée pour une durée de six ans, soit jusqu'au **10 octobre 2023** en application de l'article R2223-62 du code général des collectivités territoriales. Elle est renouvelable sur demande, deux mois avant l'échéance.

Art. 4. – La présente habilitation peut être suspendue ou retirée dans les conditions prévues à l'article L2223-25 du Code général des collectivités territoriales.

Art. 5. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet de la Corrèze dans le délai de deux mois suivant sa notification et d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges dans les deux mois suivant sa notification ou le rejet du recours gracieux.

Art. 6. - M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Maire de Saint Hilaire les Courbes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Tulle, le 11 octobre 2017

Le préfet,

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Eric ZABOURAEFF

Direction de la réglementation et des libertés publiques /
Bureau de la réglementation et des élections / DRLP3

19-2017-10-11-003

Habilitation dans le domaine funéraire de la régie
municipale de Saint Hilaire Peyroux



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Préfecture
Direction de la réglementation et des libertés
publiques
Bureau de la réglementation et des élections

Arrêté

portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2221-1 à L2221-13, L.2223-23 à L.2223-46, et R2223-56 à R2223-65,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements, modifié,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 juin 2009 portant habilitation dans le domaine funéraire de la régie municipale de Saint Hilaire Peyroux,

Vu l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de Saint Hilaire Peyroux en date du 20 juillet 2017,

Vu la demande présentée par Monsieur le Maire de Saint Hilaire Peyroux,

Vu l'accusé de réception délivré le 10 octobre 2017,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze,

ARRETE :

Art. 1. – L'habilitation attribuée à la régie municipale de Saint Hilaire Peyroux, pour exercer, sur le territoire de sa commune, le service extérieur des pompes funèbres pour l'activité funéraire suivante :

- *Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.*

est renouvelée.

Art. 2. - Le numéro de l'habilitation est : **17.19.108.**

Art. 3. - La présente habilitation est accordée pour une durée de six ans, soit jusqu'au **10 octobre 2023** en application de l'article R2223-62 du code général des collectivités territoriales. Elle est renouvelable sur demande, deux mois avant l'échéance.

Art. 4. – La présente habilitation peut être suspendue ou retirée dans les conditions prévues à l'article L2223-25 du Code général des collectivités territoriales.

Art. 5. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le préfet de la Corrèze dans le délai de deux mois suivant sa notification et d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges dans les deux mois suivant sa notification ou le rejet du recours gracieux.

Art. 6. - M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Maire de Saint Hilaire Peyroux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

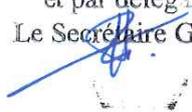
Tulle, le 11 octobre 2017

Le préfet,

Pour le Préfet

et par délégation

Le Secrétaire Général



Eric ZABOURAEFF

Direction départementale de la cohésion sociale et de la
protection des populations

19-2017-10-11-004

Arrêté portant composition de la commission de
coordination des actions de prévention des expulsions

Composition DE LA CCAPEX
locatives

**ARRETE PORTANT COMPOSITION
DE LA COMMISSION DE COORDINATION
DES ACTIONS DE PREVENTION DES EXPULSIONS LOCATIVES**

**Le président du Conseil départemental
de la Corrèze**

Le préfet de la Corrèze

- vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.351-14, L.353 15-2, R.351-30-1, R.351-31 et R.351-47 à R.351-54 ;
- vu** le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L.312-1 (8°) ;
- vu** la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;
- vu** la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
- vu** la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement, notamment son article 60 ;
- vu** la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ;
- vu** la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- vu** le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées élaboré pour la période 2017-2021 ;
- vu** l'arrêté conjoint du Préfet de la Corrèze et du Président du Conseil général du 22 décembre 2010 portant création et composition de la commission spécialisée de coordination des actions de préventions des expulsions locatives ;
- vu** la loi n° 2014-366 du 24 mars dite loi ALUR ;
- vu** le décret n° 2015-1384 du 30 octobre 2015 relatif à la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives.

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et du directeur général des services du Conseil départemental,

arrêtent

Article 1 : Sont membres de la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives avec **voix délibératives** :

a - le comité de pilotage :

- le préfet de la Corrèze ou son représentant ;
- le président du Conseil départemental ou son représentant ;
- le directeur de la Caisse d'allocations familiales de la Corrèze ou son représentant ;
- le directeur de la mutualité sociale agricole du Limousin ou son représentant ;
- un représentant de la communauté d'agglomération
de Tulle (Tulle aggro),
du bassin de Brive-la-Gaillarde (CABB).

b - la commission de traitement des situations individuelles :

- le représentant du préfet (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations) ;
- le représentant du président du Conseil départemental (Direction du Développement des Territoires) ;
- le représentant de la Caisse d'allocations familiales de la Corrèze ;
- le représentant de la mutualité sociale agricole du Limousin ;
- un représentant de la communauté d'agglomération de Tulle (Tulle agglo), du bassin de Brive-la-Gaillarde (CABB).

Pour les deux instances a et b, sont membres, à leur demande, avec **voix consultative** :

- le représentant de la commission de surendettement des particuliers ;
- le ou les représentants des bailleurs sociaux suivants :
 - l'OPH Corrèze Habitat
 - l'OPH Brive Habitat
 - l'OPH Pays d'Egletons
 - la SA d'HLM Polygone
 - la COPROD
 - DOM'AULIM
- le représentant des bailleurs privés ;
- le représentant des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction ;
- les représentants des centres d'action sociale ;
- les représentants des associations de locataires ;
- les représentants des associations dont l'un des objets est le logement des personnes défavorisées ou la défense des personnes en situation d'exclusion par le logement ;
- le représentant de l'Union départementale des associations familiales (Udaf) ;
- le représentant de l'association d'information sur le logement (Adil) ;
- le ou les représentants de la chambre départementale des huissiers de Justice ;

Article 2 : La présidence deux instances est assurée conjointement par l'État et le Département.

Toute personne physique ou morale concernée par l'ordre du jour de la réunion, notamment le ménage et le bailleur concernés, peut être invitée à une réunion de la CCAPEX, ainsi que les maires qui ont souhaité participer aux réunions qui examineront les dossiers relatifs à leurs administrés.

Les membres sont soumis à l'obligation de réserve et tenus à la confidentialité par rapport aux informations qui sont portées à leur connaissance, que ces informations aient ou non un caractère nominatif.

Article 3 : Il existe à ce jour une seule commission d'examen des situations individuelles. Elle siège à Tulle, dans les locaux de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (secrétaire de la Ccapex).

Article 4 : Les membres de la commission sont nommés pour la durée du plan départemental d'action pour le logement et l'Hébergement des personnes défavorisées.

Article 5 : Le fonctionnement, l'organisation et les compétences de la commission sont détaillées dans un règlement intérieur. Le secrétariat de la commission est assuré par la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur général des services du Conseil départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corrèze et au recueil des actes administratifs du département.

Tulle, le **01 OCT. 2017**

Le président du Conseil départemental



Le préfet



Bertrand GATTME

Direction départementale de la cohésion sociale et de la
protection des populations

19-2017-10-23-001

Arrêté portant extension de la capacité du centre
d'hébergement et de réinsertion sociale géré par

Arrêté portant extension de la capacité du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par
l'association "Le Roc" pour les sites de Tulle et de Brive
l'association "Le Roc" pour les sites de Tulle et de Brive



PRÉFET

**Direction Départementale de la Cohésion
Sociale et de la Protection des Populations**

**Portant extension de la capacité du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par
l'association « Le ROC » pour les sites de Tulle et de Brive**

**Le Préfet de la Corrèze
Chevalier de l'Ordre national de mérite,**

VU le code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment les articles L312-1, L313-1 à
L 313-6, R 313-1 et suivants ;

VU la loi N°2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale;

VU le décret du Président de la République du 23 juillet 2015 portant nomination de Monsieur
Bertrand GAUME en qualité de préfet de la Corrèze;

VU le décret n°2014-565 du 30 mai 2014 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 mars 1984 portant création du centre d'hébergement et de réinsertion
sociale de Tulle géré par l'association LE ROC ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1995 portant création du centre d'hébergement et de
réinsertion sociale de Brive géré par l'association LE ROC ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2010 portant modification des agréments du centre
d'hébergement et de réinsertion sociale de 39 places géré par l'association LE ROC pour les sites de
Tulle et de Brive;

VU l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2017 renouvellement d'autorisation du centre d'hébergement et
de réinsertion sociale géré par l'association « Le ROC » pour les sites de Tulle et de Brive ;

VU la demande formulée par l'association LE ROC à la Direction Départementale de la
Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Corrèze en date du 6 juillet 2017 ;

CONSIDERANT que l'extension sollicitée est inférieure au seuil de 30% mentionné par l'article
D. 313-2 du CASF, apprécié par référence à la capacité autorisée au renouvellement
d'autorisation ;

CONSIDERANT par conséquent que l'extension n'est pas soumise au passage devant la
commission d'information et de sélection d'appel à projet prévue par l'article L 313-1-1 du code
de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que cette extension et création de places s'inscrit dans les priorités nationales qui visent au déploiement adapté des dispositifs pour la prise en compte des publics spécifiques vulnérables ;

CONSIDERANT que l'opération d'extension satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles et présente un coût de fonctionnement qui n'est pas hors de proportion avec le service rendu ;

CONSIDERANT que l'opération d'extension permet d'assurer un volume d'offre de service satisfaisant dans le département ;

SUR proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;

Arrête :

Article 1^{er} : La capacité du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association LE ROC sur les sites de Brive et de Tulle est portée à 47 places.

Article 2 : Le fichier national des équipements sanitaires et sociaux (FINESS) sera mis à jour à compte-tenu de cette autorisation.

Numéro FINESS d'identification de l'Entité juridique : 19 000 651 0
Raison Sociale de l'Entité Juridique : Association LE ROC
Raison Sociale de l'Etablissement : CHRS LE ROC
Numéro FINESS d'identification de l'établissement : 19 000 46 97
Forme juridique : 60 _ Association loi 1901 non reconnue d'Utilité Publique
Catégorie : 214 _ Centre d'Hébergement et Réinsertion Sociale (C.H.R.S)

Site de Tulle (FINESS : 19 000 46 97) :

- 1) Code discipline d'équipement : 957
Codes mode de fonctionnement : 18
Code clientèle : 899
Capacité : 14
- 2) Code discipline d'équipement : 899
Codes mode de fonctionnement : 11
Code clientèle : 899
Capacité : 4
- 3) Code discipline d'équipement : 959
Codes mode de fonctionnement : 11
Code clientèle : 899
Capacité : 1

Site de Brive (FINESS : 19 000 68 33) :

- 1) Code discipline d'équipement : 957
Codes mode de fonctionnement : 11
Code clientèle : 899
Capacité : 15
- 2) Code discipline d'équipement : 958
Codes mode de fonctionnement : 11
Code clientèle : 899
Capacité : 5

- 3) Code discipline d'équipement : 959
Codes mode de fonctionnement : 11
Code clientèle : 810
Capacité : 8

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication au recueil des actes administratifs devant le tribunal administratif de Limoges, 1 cours Vergniaud, 87 000 LIMOGES.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur de l'association LE ROC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

23 OCT. 2017

Le Préfet,



Bertrand GAUME

Direction départementale de la cohésion sociale et de la
protection des populations

19-2017-10-18-002

Arrêté préfectoral n°DDCSPP19201704558 attribuant
l'habilitation sanitaire à Monsieur Bournazel Jean-Pascal

**Arrêté préfectoral n°DDCSPP19201704558
attribuant l'habilitation sanitaire à Monsieur Bournazel Jean-Pascal**

Le préfet de la Corrèze, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;

Vu le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1er août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

Vu le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 23 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Bertrand Gaume en qualité de préfet de la Corrèze ;

Vu l'arrêté du premier ministre du 09 février 2012 nommant Monsieur Pierre Delmas, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu l'arrêté du premier ministre du 26 janvier 2015 nommant Madame Marie-Noëlle Tenaud, directrice départementale adjointe de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral du 09 février 2017 portant délégation de signature de Monsieur Bertrand Gaume, préfet de la Corrèze, à Monsieur Pierre Delmas, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2017 portant subdélégation de signature en matière réglementaire à des agents de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu la demande présentée le 4 octobre 2017 par Monsieur Bournazel Jean-Pascal né le 13 avril 1989 à Brive-la-Gaillarde (19) et domicilié professionnellement au « 3 Faubourg de la Pomme » à Uzerche (19) ;

Considérant que Monsieur Bournazel Jean-Pascal remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

Sur la proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze ;

Arrête :

Art. 1 - L'habilitation sanitaire prévue à l'article L.203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Monsieur Bournazel Jean-Pascal, docteur vétérinaire administrativement domicilié au « 3 Faubourg de la Pomme » à Uzerche (19).

Art. 2 - Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve, pour le vétérinaire sanitaire, de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de la Corrèze, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R.203-12.

Art. 3 - Monsieur Bournazel Jean-Pascal s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et, le cas échéant, financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Art. 4 - Monsieur Bournazel Jean-Pascal pourra être appelé par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Monsieur Bournazel Jean-Pascal a déclaré les départements suivants comme zone d'exercice : Corrèze, Haute-Vienne.

Art. 5 - Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R.203-15, R.228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Art. 6 - Le vétérinaire sanitaire qui souhaite modifier les activités ou les espèces animales pour lesquelles il a été habilité en présente la demande auprès du préfet ayant délivré l'habilitation qui accepte la modification sollicitée si celle-ci n'est pas de nature à remettre en cause le bon exercice de ses missions.

Le vétérinaire sanitaire habilité informe, dans les meilleurs délais, le préfet lui ayant délivré l'habilitation, de tout changement de situation susceptible de remettre en cause les conditions dans lesquelles l'habilitation lui a été délivrée et le bon exercice de ses missions. Il l'informe notamment de ses projets de modification de ses domiciles professionnels d'exercice et de son domicile professionnel administratif. Il l'informe également de toute modification de sa zone géographique d'exercice.

Le vétérinaire sanitaire peut renoncer à son habilitation, sous réserve d'en informer le préfet l'ayant délivrée au plus tard trois mois avant la date à laquelle il entend cesser d'exercer les activités liées à cette habilitation.

Art. 7 - Cet arrêté annule toute habilitation sanitaire antérieure accordée à Monsieur Bournazel Jean-Pascal.

Art. 8 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Art. 9 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Corrèze.

Tulle, le 18 octobre 2017

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental et par subdélégation,
le chef du service de la santé,
de la protection animale et de l'environnement,



Dr Nicolas Calvagrac

Direction départementale de la cohésion sociale et de la
protection des populations

19-2017-10-18-001

Arrêté préfectoral n°DDCSPP19201704562 attribuant
l'habilitation sanitaire à Madame Marsan Camille

**Arrêté préfectoral n°DDCSPP19201704562
attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Marsan Camille**

Le préfet de la Corrèze, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;

Vu le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1er août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

Vu le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 23 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Bertrand Gaume en qualité de préfet de la Corrèze ;

Vu l'arrêté du premier ministre du 09 février 2012 nommant Monsieur Pierre Delmas, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu l'arrêté du premier ministre du 26 janvier 2015 nommant Madame Marie-Noëlle Tenaud, directrice départementale adjointe de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral du 09 février 2017 portant délégation de signature de Monsieur Bertrand Gaume, préfet de la Corrèze, à Monsieur Pierre Delmas, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2017 portant subdélégation de signature en matière réglementaire à des agents de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu la demande présentée le 4 octobre 2017 par Madame Marsan Camille né le 06 juin 1989 à Brou-sur-Chantereine (77) et domiciliée professionnellement à « Riouzal » 19430 Sexcles ;

Considérant que Madame Marsan Camille remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

Sur la proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze ;

Arrête :

Art. 1 - L'habilitation sanitaire prévue à l'article L.203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Madame Marsan Camille, docteur vétérinaire administrativement domicilié à « Riouzal » 19430 Sexcles.

Art. 2 - Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve, pour le vétérinaire sanitaire, de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de la Corrèze, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R.203-12.

Art. 3 - Madame Marsan Camille s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et, le cas échéant, financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Art. 4 - Madame Marsan Camille pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L.203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Madame Marsan Camille a déclaré les départements suivants comme zone d'exercice : Cantal, Corrèze, Lot.

Art. 5 - Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R.203-15, R.228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Art. 6 - Le vétérinaire sanitaire qui souhaite modifier les activités ou les espèces animales pour lesquelles il a été habilité en présente la demande auprès du préfet ayant délivré l'habilitation qui accepte la modification sollicitée si celle-ci n'est pas de nature à remettre en cause le bon exercice de ses missions.

Le vétérinaire sanitaire habilité informe, dans les meilleurs délais, le préfet lui ayant délivré l'habilitation, de tout changement de situation susceptible de remettre en cause les conditions dans lesquelles l'habilitation lui a été délivrée et le bon exercice de ses missions. Il l'informe notamment de ses projets de modification de ses domiciles professionnels d'exercice et de son domicile professionnel administratif. Il l'informe également de toute modification de sa zone géographique d'exercice.

Le vétérinaire sanitaire peut renoncer à son habilitation, sous réserve d'en informer le préfet l'ayant délivrée au plus tard trois mois avant la date à laquelle il entend cesser d'exercer les activités liées à cette habilitation.

Art. 7 - Cet arrêté annule toute habilitation sanitaire antérieure accordée à Madame Marsan Camille.

Art. 8 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Art. 9 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Corrèze.

Tulle, le 18 octobre 2017

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental et par subdélégation,
le chef du service de la santé,
de la protection animale et de l'environnement,



Dr Nicolas Calvagrac

Direction départementale de la cohésion sociale et de la
protection des populations

19-2017-10-10-003

arrêté préfectoral portant modification de la commission de
réforme des agents des collectivités territoriales



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Direction départementale de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Secrétariat Général

Arrêté préfectoral
portant modification de la commission départementale de réforme
des agents des collectivités territoriales

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 57,

VU l'arrêté du 04 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2008, relatif au transfert du secrétariat de la commission de réforme des agents de la fonction publique territoriale au centre départemental de gestion,

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 décembre 2011 portant constitution du comité médical départemental, modifié par arrêtés préfectoraux du 04 février 2013 et du 31 juillet 2014,

VU l'arrêté préfectoral du 29 février 2016 portant constitution de la commission départementale de réforme des agents des collectivités territoriales,

VU la décision de la commission permanente du conseil départemental de la Corrèze du 15 septembre 2017,

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze,

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 3 – paragraphe 4 « Formation compétente à l'égard des agents du conseil départemental » - alinéa 1 « conseillers départementaux » est modifié ainsi qu'il suit :

titulaires

- Mme Ghislaine Dubost
- Mme Nelly Simandoux

suppléants

- M. Gilbert Rouhaud
- M. Francis Comby

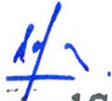
Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Article 3 – Les dispositions du présent arrêté peuvent faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Corrèze.

Article 4 : - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Tulle, le **10 OCT. 2017**

Le préfet,


Bertrand GAUME

Direction départementale de la cohésion sociale et de la
protection des populations

19-2017-10-11-005

Commission de coordination des actions de prévention des
expulsions locatives, règlement intérieur

Règlement intérieur CCAPEX

COMMISSION DE COORDINATION DES ACTIONS DE PREVENTION DES EXPULSIONS LOCATIVES DE LA CORREZE

CCAPEX

REGLEMENT INTERIEUR

Contexte réglementaire

- Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ;
- Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
- Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;
- Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 dite loi ALUR et notamment ses articles 27 et 28 ;
- Décret n° 2015-1384 du 30 octobre 2015 relatif à la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives ;
- Décret n° 2016-393 du 31 mars 2016 portant sur les Chartes de prévention des expulsions locatives ;
- Arrêté conjoint de Monsieur le préfet de la Corrèze et de Monsieur le président du Conseil général du 22 décembre 2010 portant création et composition de la commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives de la Corrèze ;

Préambule

La CCAPEX a pour objectifs de coordonner les actions de prévention des expulsions locatives et vise en particulier à mieux articuler les dispositifs existants et à favoriser une approche et un avis partagé sur les situations les plus complexes.

La loi ALUR a précisé et renforcé le rôle des CCAPEX en leur confiant deux types de mission :

- une mission de pilotage : coordonner, évaluer et orienter le dispositif de prévention des expulsions locatives,
- une mission de traitement des situations individuelles : formuler et adresser des avis et recommandations à tout organisme ou toute personne susceptible de contribuer à la prévention des expulsions, ainsi qu'aux bailleurs et aux locataires concernés par une situation d'impayé ou de menace d'expulsion.

Chapitre 1^{er} : Organisation départementale

La CCAPEX se décompose en deux instances :

- un comité de pilotage qui définit la politique de prévention des expulsions locatives à l'échelle départementale et en définit les orientations. Il s'appuie sur le niveau opérationnel chargé de l'examen des situations ;

- une commission de traitement des situations individuelles ; instance technique qui examine les situations d'expulsions locatives et émet des avis et/ou recommandations.

Un arrêté conjoint du préfet et du président du Conseil départemental fixe la composition de la CCAPEX.

Article 1 : Comité de pilotage

Dans le cadre de sa mission de coordination, d'évaluation et d'orientation de la politique de prévention des expulsions locatives, la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives réalise chaque année et transmet au comité responsable du Plan d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) :

- un bilan des procédures d'expulsions locatives au regard des objectifs définis dans le plan et par la Charte pour la prévention des expulsions locatives ;
- une évaluation de son activité qui comporte un bilan des avis et recommandations et des suites qui y ont été réservées ;
- un recensement des propositions d'amélioration du dispositif de prévention des expulsions locatives.

Article 2 : Commission de traitement des situations individuelles

Dans le cadre de sa mission d'examen et de traitement des situations individuelles des ménages menacés d'expulsion, la commission peut, pour tout motif, formuler et adresser des avis et recommandations au bailleur et à l'occupant concernés, ainsi le cas échéant qu'à tout organisme ou toute personne susceptible de contribuer à la prévention des expulsions locatives, et notamment :

- à la commission de médiation ;
- aux organismes payeurs des aides personnelles au logement ;
- au fonds de solidarité pour le logement (FSL) ;
- aux bénéficiaires de droits de réservation de logement sociaux dans le département ;
- aux bailleurs ou à tout organisme ou instance pouvant concourir au relogement des ménages à tout stade de la procédure d'expulsion ;
- aux acteurs compétents en matière d'accompagnement social ou médico-social ou de médiation locative ;
- à la commission de surendettement des particuliers ;
- au service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) pour les ménages expulsés ou en voie d'expulsion qui notamment ne sont manifestement pas en situation de se maintenir dans un logement autonome ou qui ne peuvent pas être relogés avant l'expulsion ;
- aux autorités administratives compétentes en matière de protection juridique des majeurs ou des mineurs.

Elle peut également, en application de l'article 6-2 de la loi du 31 mai 1990 susvisée, saisir le fonds de solidarité pour le logement et, le cas échéant, ses fonds locaux.

La commission est compétente pour l'ensemble des impayés locatifs au titre de la résidence principale, y compris lorsque le ménage ne bénéficie pas d'une aide au logement. Elle est compétente pour les sous-locataires et les résidents de résidences sociales, logement foyers, maisons relais...

La commission examine également les expulsions locatives non liées à des impayés : expulsions pour troubles de voisinage, ou à des congés délivrés par le propriétaire. Dans de tels cas, le rôle de la commission portera sur la recherche de solutions adaptées, de relogement ou d'hébergement.

La commission n'est pas compétente pour les accédants à la propriété en difficulté.

Les avis et recommandations de la CCAPEX ne s'imposent pas aux personnes et organismes en charge des décisions prises dans le cadre de la prévention des expulsions.

Chapitre 2 : Composition

La CCAPEX est constituée en formation unique pour assurer l'ensemble des missions listées au chapitre 1^{er} et sur l'ensemble du département de la Corrèze.

La composition de la CCAPEX est fixée par arrêté conjoint du préfet et du président du Conseil départemental, comme suit :

a- le comité de pilotage

Sont membres avec voix délibératives :

- le préfet ou son représentant ;
- le président du Conseil départemental ou son représentant ;
- le directeur de la Caisse d'allocations familiales de la Corrèze ou son représentant ;
- le directeur de la Mutualité sociale agricole ou son représentant ;
- un représentant de la communauté d'agglomération
du bassin de Brive (CABB)
de Tulle (Tulle aggro).

b- la commission de traitement des situations individuelles

Sont membres avec voix délibératives :

- le représentant du préfet (DDCSPP) ;
- le représentant du président du Conseil départemental (Direction du Développement des Territoires) ;
- le représentant de la Caisse d'allocations familiales de la Corrèze ;
- le représentant de la Mutualité sociale agricole ;
- un représentant de la communauté d'agglomération
du bassin de Brive (CABB)
de Tulle (Tulle aggro).

Pour chacune des instances, sont membres avec voix consultatives et à leur demande, un représentant :

- de la commission de surendettement des particuliers ;
- des bailleurs sociaux ;
- des bailleurs privés ;
- des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction ;
- des centres d'actions sociales ;
- des associations de locataires ;
- des associations dont l'un des objets est le logement des personnes défavorisées ou la défense des personnes en situation d'exclusion par le logement ;
- de l'Union départementale des associations familiales ;
- de l'Adil ;
- de la chambre départementale des huissiers de justice.

La charte de prévention des expulsions recense les maires qui souhaitent participer aux réunions de la commission qui examine les dossiers relatifs à leurs administrés.

En tant que de besoin, la commission peut solliciter la présence d'une personne qualifiée dont l'audition ou l'expertise apparaît utile à la bonne instruction des dossiers soumis en séance. Cette personne ne participe pas au vote.

Chapitre 3 : Fonctionnement

Article 1 : Fonctionnement du comité de pilotage

Le comité de pilotage qui est présidé par le préfet et le président du Conseil départemental se réunit en tant que de besoin et au moins une fois par an.

Article 2 : Fonctionnement de la commission des traitements des situations individuelles

La commission est co-présidée par le préfet ou son représentant et le président du Conseil départemental ou son représentant.

La présidence est assurée par l'un ou l'autre des co-présidents, ou son représentant, qui aura voix prépondérante, selon le calendrier prévisionnel élaboré en début d'année.

La commission de traitement des situations individuelles se réunit tous les mois selon le calendrier prévisionnel annuel.

Il existe à ce jour une seule commission d'examen des situations individuelles dans le département de la Corrèze. Elle siège à Tulle dans les locaux de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (secrétaire de la CCAPEX).

Les membres de la commission reçoivent, quinze jours au moins avant la date de la réunion, une convocation par voie électronique ainsi que l'ordre du jour.
En cas d'empêchement, les membres de droit de la commission s'attacheront à informer systématiquement leur représentant.

La commission délibère sur les dossiers présentés. Elle se prononce à la majorité des membres de droit présents ou représentés. Chaque membre délibérant ne dispose que d'une voix. Les votes sont organisés à main levée ou à bulletin secret sur demande de l'un des membres. Les délibérations de la

commission ne sont pas ouvertes au public.

A l'issue de la réunion, les avis et recommandations sont signés par le président de séance puis validés par le représentant du préfet ou du président du Conseil départemental, en même temps que le compte rendu.

La commission siège valablement à la première convocation si le quorum est atteint c'est-à-dire, lorsque, la moitié au moins des membres qui ont voix délibérative sont présents. Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission statue valablement, sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

Toute personne physique ou morale concernée par l'ordre du jour de la réunion, notamment le ménage et le bailleur concerné, peut être invitée à une réunion de la commission. Ils sont informés par le secrétariat de la date d'examen en commission du dossier les concernant et sont invités à présenter leurs observations par écrit avant cette date. L'un ou l'autre peut, le cas échéant, solliciter le maire de la commune pour qu'il y participe.

Article 3 : Alerte et délai

Selon l'article 28 de la Loi ALUR, la commission est alertée par :

- la commission de médiation pour tout recours amiable au titre du DALO fondé sur le motif de la menace d'expulsion sans relogement ;
- le FSL, lorsque l'aide du fonds ne pourrait pas, à elle seule, permettre le maintien dans les lieux ou le relogement du locataire ;
- les organismes payeurs des aides au logement, systématiquement, en vue de prévenir les éventuelles suspensions, par une mobilisation coordonnée des outils de prévention.

La commission dispose d'un délai de trois mois maximum à compter de la date de dépôt de la saisine pour rendre un avis ou une recommandation.

Article 4 : Modalités de saisine de la commission de traitement des situations individuelles

La commission peut être saisie dès la constitution de l'impayé et à n'importe quel stade de la procédure de prévention des expulsions.

Les possibilités de saisine sont les plus larges possible et sont ouvertes entre autres, aux organismes suivants :

- fonds de solidarité logement (FSL) ;
- bailleurs (privés/publics) ;
- organismes payeurs de l'aide personnelle au logement ;
- ménages ;
- maires et élus ;
- Agence régionale de santé et services d'hygiène ;
- structures d'hébergement et notamment CHRS et SIAO ;
- ou par toute personne y ayant intérêt ou vocation (travailleurs sociaux, associations, personnes physiques...).

En outre, la commission peut être saisie par un de ses membres.

La saisine de la commission est effectuée à l'aide d'un formulaire ad-hoc, établi en concertation avec les membres de droit conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 30 octobre 2015 et

comportant les informations listées ci-après :

- identification et composition du ménage ;
- caractéristiques du logement ;
- numéro d'allocataire ;
- situation par rapport au logement, notamment données relatives à la procédure d'expulsion, à l'existence d'une demande de logement locatif social ou à un recours au titre du droit au logement opposable ;
- situation financière du ménage, notamment montant de la dette locative ;
- motifs de menace d'expulsion ;
- actions d'accompagnement social ou médico-social engagées.

Le formulaire complété doit être adressé au secrétariat de la commission aux coordonnées ci-dessous.

Article 5 : Secrétariat

Le secrétariat de la commission est assuré par l'une des autorités ou l'un des organismes ou établissements ayant un membre avec voix délibératives au sein de la commission.

A défaut de candidature pour exercer cette fonction ou d'accord entre les membres, il est assuré par l'Etat.

Le secrétariat assure le suivi des avis et recommandations et des saisines du fonds de solidarité. Il inscrit à l'ordre du jour tout dossier nécessitant d'être examiné par la commission.

Le secrétariat est assuré par : Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations – Pôle cohésion sociale – service solidarité et insertion sociale.

Ses coordonnées :

Par voie postale : Cité administrative Jean Montalat – B.P. 314 – 19011 TULLE Cedex

Par voie électronique en format Word : ddcspp-cs@correze.gouv.fr

Ses missions :

- étudier la recevabilité des demandes et les réorienter le cas échéant ;
- informer les ménages, bailleurs concernés et toute personne physique ou morale concernée par l'ordre du jour ;
- préparer l'ordre du jour des réunions ;
- convoquer les membres ;
- présenter les dossiers ;
- établir le compte rendu ;
- transmettre les avis et recommandations aux membres de la commission ;
- assurer le suivi des dossiers présentés en commission ;
- élaborer le bilan d'activité de la commission à présenter au comité responsable du PDALHPD.

Le secrétariat est habilité à signer toute correspondance nécessaire au fonctionnement de la commission.

L'envoi des documents par voie électronique sera privilégié.

Article 6 : Instruction

L'instruction par la commission de traitement des situations individuelles des ménages menacés d'expulsion est assurée par les services compétents de l'Etat, du Département ou des organismes payeurs des aides personnelles au logement.

L'instruction est réalisée sur la base du diagnostic social et financier lorsqu'il existe. A défaut, l'instructeur sollicite les acteurs en charge de ce diagnostic art 11 du 30 octobre 2015.

L'instruction et le suivi des dossiers restent assurés, sur leurs champs de compétences respectifs, par les membres de la commission qui informeront la commission des suites données aux dossiers examinés.

Les professionnels de l'action sociale et médico-sociale fournissent aux services instructeurs de la commission les informations que la famille souhaite communiquer, et qui sont strictement nécessaires à l'évaluation de la situation du ménage au regard de la menace d'expulsion dont il fait l'objet.

Les membres sont soumis à l'obligation de réserve et tenus à la confidentialité par rapport aux informations qui sont portées à leur connaissance, que ces informations aient ou non un caractère nominatif.

Les informations recueillies durant la séance ne pourront pas être utilisées à l'encontre du locataire.

Chapitre 4 : Bilan d'activité

Chaque année le comité de pilotage rend compte de son activité devant le comité responsable du Plan. Pour ce faire, il s'appuie sur le bilan réalisé par la commission de traitement des situations individuelles suite aux éléments de synthèse adressés au secrétariat par les différents partenaires.

Chapitre 5 : Publication et révision

Le présent règlement intérieur est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du Conseil départemental.

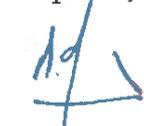
Le règlement intérieur peut être modifié à la demande motivée d'un de ses membres. La modification doit emporter l'approbation de la commission par la majorité des membres présents ou représentés. Toute modification du règlement intérieur s'effectue par voie d'avenant.

Le président du Conseil départemental,



Tulle, le 11 OCT. 2017

Le préfet,



Bertrand GAUME

Direction départementale des territoires / Direction

19-2017-10-27-002

**Arrêté préfectoral modificatif 11/2017 portant
réglementation temporaire de la circulation des véhicules
transportant des bois ronds**

*Arrêté préfectoral modificatif 11/2017 portant réglementation temporaire de la circulation des
véhicules transportant des bois ronds*

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Direction départementale des territoires
de la Corrèze

Arrêté préfectoral modificatif 11/2017
portant réglementation temporaire de la circulation
des véhicules transportant des bois ronds

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la route, notamment ses articles R. 433-9 à R. 433-16,
Vu le décret n° 2009-780 du 23 juin 2009 relatif au transport de bois ronds et complétant le code de la route,
Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L.131-8 et L. 141-9,
Vu l'avis du président du conseil départemental de la Corrèze,
Vu l'avis des maires des communes concernées,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2010, portant réglementation de la circulation des véhicules transportant des bois ronds,
Vu les demandes présentées par les donneurs d'ordre du transport de bois ronds,
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze,

Arrête

Article 1^{er} : – Les documents annexés à l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 sus-visé sont remplacés par ceux qui sont annexés au présent arrêté préfectoral. Ces documents sont consultables sur le site internet www.transbois-limousin.info, rubrique : Voirie > Les arrêtés de circulation de la Corrèze > **Nouvel arrêté préfectoral modificatif pour la Corrèze**

Article 2 : – L'arrêté du 27 septembre 2017 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2010 portant réglementation de la circulation des véhicules transportant des bois ronds est abrogé.

Article 3 : – Le colonel commandant le groupement de gendarmerie départemental de la Corrèze, le directeur départemental de la sécurité publique, le président du conseil départemental, le directeur de la société des autoroutes du sud de la France, le directeur de la direction interdépartementale des routes du centre-ouest, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Tulle, le 27 OCT. 2017

Le Secrétaire Général
Pascal BOENS

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur Départemental
des Territoires
et par subdélégation

Arrêté préfectoral
portant réglementation temporaire de la circulation
des véhicules transportant des bois ronds

Annexe récapitulative – Novembre 2017

I – Réseau dérogatoire permanent :

A) Voirie État et société d'autoroute :

| Gestionnaire | Type voie | Numéro voie | Extrémités | |
|--------------|-----------|-------------|--|---|
| DIRCO | Autoroute | 20 | MASSERET Limite avec le département de la Haute-Vienne | NESPOULS Limite avec le département du Lot |
| ASF | Autoroute | 89 | USSAC carrefour échangeur A20 | CUBLAC Limite avec le département de la Dordogne |
| ASF | Autoroute | 89 | MERLINES Limite avec le département du Puy-de-Dôme | SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER carrefour échangeur n° 46.1 (A 20) |

B) Voirie départementale :

| Gestionnaire | Type voie | Numéro voie | Extrémités | |
|--------------|----------------|-------------|--|---|
| CD19 | Départementale | 108 | SAINT-ANGEL carrefour RD 1089 | SAINT-ANGEL accès Ets Gatignol |
| CD19 | Départementale | 108 | LIGINIAC carrefour RD 20 | LIGINIAC accès Ets Desteve |
| CD19 | Départementale | 1089 | Contournement Nord de BRIVE: USSAC carrefour échangeur n°49 (A 20) | Contournement Nord de BRIVE: MALEMORT carrefour déviation (Cazaude) |
| CD19 | Départementale | 1089 | USSEL carrefour RD 982 | Contournement Nord de BRIVE: MALEMORT carrefour déviation (Cazaude) |
| CD19 | Départementale | 1089 | FEYT (Limite Puy de Dôme) | USSEL carrefour VC Bussiertas |
| CD19 | Départementale | 1089 | USSEL carrefour RD 982 | USSEL carrefour VC Bussiertas (sens Sud-Nord) |
| CD19 | Départementale | 1120 | NAVES carrefour échangeur n°20 (A 89) | ESPARTIGNAC carrefour échangeur N°45 (A 20) |
| CD19 | Départementale | 1120 | LAGUENNE carrefour RD 940E4 | GOULLES limite département du Cantal |
| CD19 | Départementale | 132 | SOUDAINE-LAVINADIÈRE carrefour RD 3 | MEILHARDS carrefour RD 20 |
| CD19 | Départementale | 142 E2 | ROSIERS D'EGLETONS carrefour RD 1089 | ROSIERS D'EGLETONS carrefour échangeur n°22 (A 89) |
| CD19 | Départementale | 157 | TREIGNAC carrefour RD 16 | TREIGNAC accès Ets Terriou |
| CD19 | Départementale | 16 | EGLETONS carrefour RD 1089 | TREIGNAC carrefour RD 16E5 |
| CD19 | Départementale | 16 | TREIGNAC carrefour RD 16 E3 | CHAMBERET carrefour RD 3 |
| CD19 | Départementale | 16 | ROSIERS D'EGLETONS carrefour RD 16E | ROSIERS D'EGLETONS carrefour RD 16E7 |
| CD19 | Départementale | 16 E3 | TREIGNAC carrefour RD 940 | TREIGNAC carrefour RD 16 |

| Gestionnaire | Type voie | Numéro voie | Extrémités | |
|--------------|----------------|-------------|---|--|
| CD19 | Départementale | 168 | MESTRES carrefour RD 979 | LIGINIAC carrefour RD 20 |
| CD19 | Départementale | 168 E2 | SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE carrefour RD 168 | SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE accès Ets SAFEF |
| CD19 | Départementale | 16E | ROSIERS D'EGLETONS carrefour RD 1089 | ROSIERS D'EGLETONS carrefour RD 16 |
| CD19 | Départementale | 16E5 | TREIGNAC carrefour RD 16 | TREIGNAC carrefour RD 940 |
| CD19 | Départementale | 16E6 | EGLETONS carrefour RD 1089 | EGLETONS carrefour RD 991 |
| CD19 | Départementale | 171 | NEUVIC carrefour RD 982 | NEUVIC accès Ets Magnol |
| CD19 | Départementale | 18 | ROSIERS D'EGLETONS carrefour RD 16 | MARCILLAC-LA-CROISILLE carrefour RD 978 |
| CD19 | Départementale | 18 | MARCILLAC-LA-CROISILLE carrefour RD 978 | SAINT-MARTIN-LA-MEANNE PR 8 |
| CD19 | Départementale | 20 | MEILHARDS carrefour RD 132 | MASSERET carrefour échangeur n°43 (A 20) / RD 920 |
| CD19 | Départementale | 20 | LIGINIAC carrefour RD 168 | LIGINIAC carrefour RD 108 |
| CD19 | Départementale | 21 | SAINT-REMY carrefour VC 23 | SAINT-REMY carrefour RD 982 |
| CD19 | Départementale | 2120 | ARGENTAT carrefour RD 1120 sud | ARGENTAT carrefour RD 980 |
| CD19 | Départementale | 25 | DONZENAC carrefour échangeur n°48 (A 20) | ALLASSAC accès Ets Gilibert |
| CD19 | Départementale | 26 | GIMEL-LES-CASCADES carrefour RD 978 | SAINT-PRIEST-DE-GIMEL carrefour RD 1089 |
| CD19 | Départementale | 26 | SALON-LA-TOUR carrefour RD 920 | SALON-LA-TOUR accès Ets Cheneu |
| CD19 | Départementale | 3 | SOUDAINE-LAVINADIÈRE carrefour RD 132 | CHAMBERET accès Ets Dunouhaud |
| CD19 | Départementale | 3089 | USSEL carrefour RD 982 | USSEL carrefour VC (Bussiertas) |
| CD19 | Départementale | 32 | BUGEAT carrefour VC Gare de Bugeat (VC 5) | GOURDON-MURAT accès Ets Garais |
| CD19 | Départementale | 36 | MEYMAC carrefour RD 36 E nord | MEYMAC carrefour RD 979 Lontrade |
| CD19 | Départementale | 36 | MAUSSAC carrefour RD 1089 | MEYMAC carrefour RD 36E sud |
| CD19 | Départementale | 36E | MEYMAC carrefour RD 36 sud (Eyma-noux) | MEYMAC carrefour RD 979 |
| CD19 | Départementale | 36E | MEYMAC carrefour RD 979 | MEYMAC carrefour RD 36 (Pont de La-chaud) |
| CD19 | Départementale | 44 | SEILHAC carrefour RD 1120 | SAINT-CLEMENT carrefour RD 7 |
| CD19 | Départementale | 53 E2 | NAVES carrefour RD 7 | NAVES accès Ets Vigeon |
| CD19 | Départementale | 683 | BORT-LES-ORGUES carrefour RD 979 | BORT-LES-ORGUES limite département du Cantal (barrage) |
| CD19 | Départementale | 7 | NAVES carrefour RD 53E2 | SAINT-CLEMENT carrefour RD 44 |
| CD19 | Départementale | 820 | NESPOULS carrefour RD 19E2 | NESPOULS limite avec le département du Lot |

| Gestionnaire | Type voie | Numéro voie | Extrémités | |
|--------------|----------------|-------------|---|--|
| CD19 | Départementale | 920 | MASSERET carrefour échangeur n°43 (A 20) | SALON-LA-TOUR carrefour échangeur n°44 (A 20) |
| CD19 | Départementale | 920 | SALON-LA-TOUR carrefour échangeur n° 44 (A 20) | UZERCHE accès Ets Valette |
| CD19 | Départementale | 920 | NESPOULS carrefour RD 19E2 | NESPOULS carrefour RD 19 |
| CD19 | Départementale | 922 | BORT-LES-ORGUES limite département du Cantal (Sud) | BORT-LES-ORGUES carrefour RD 979 (sud) |
| CD19 | Départementale | 940 | TULLE carrefour RD 940E4 (Le Pont-de-la-Pierre) | ALTILLAC limite département du Lot |
| CD19 | Départementale | 940 | L'EGLISE-AUX-BOIS limite département de la Haute-Vienne | SEILHAC carrefour RD 1120 |
| CD19 | Départementale | 940E4 | LAGUENNE carrefour RD 1120 | TULLE carrefour RD 940 |
| CD19 | Départementale | 978 | MARCILLAC-LA-CROISILLE carrefour RD18 | GIMEL-LES-CASCADES carrefour RD 26 |
| CD19 | Départementale | 979 | VIAM carrefour RD 940 | MEYMAC carrefour RD 36 (Lontrade) |
| CD19 | Départementale | 979 | BORT-LES-ORGUES carrefour RD 922 | BORT-LES-ORGUES limite département du Cantal |
| CD19 | Départementale | 979 | SAINT-ANGEL carrefour RD 1089 | BORT-LES-ORGUES carrefour RD 922 (Sud) |
| CD19 | Départementale | 979 | SAINT-ANGEL carrefour RD 1089 | MEYMAC carrefour RD 36E (Nord) |
| CD19 | Départementale | 980 | ARGENTAT carrefour RD 2120 | SAINT-JULIEN-AUX-BOIS limite département du Cantal |
| CD19 | Départementale | 982 | USSEL carrefour RD 1089 | SAINT-REMY limite département de la Creuse |
| CD19 | Départementale | 982 | MESTES carrefour RD 979 sud | NEUVIC carrefour RD 171 |
| CD19 | Départementale | 982 | USSEL carrefour RD 1089 | USSEL accès Ets Gouny |
| CD19 | Départementale | D16E7 | EGLETONS carrefour RD 16E6 | EGLETONS carrefour Abattoirs |

C) Voirie communale et intercommunale :

| Commune | Gestionnaire | Type voie | Numéro voie | Extrémités | |
|---------------------|--------------|-----------|-------------|---|---|
| AFFIEUX | Commune | VC | 10 | AFFIEUX carrefour RD 940 | AFFIEUX au Peuch |
| BONNEFOND | Commune | VC | 6 | BONNEFOND carrefour RD 18 La Croix des Duis | BONNEFOND carrefour RD 119 la Naucodie par Florentin |
| BUGEAT | Commune | VC | 5 | BUGEAT carrefour RD 979 | BUGEAT carrefour RD 32 |
| CHAMBERET | Commune | VC | 6 | CHAMBERET RD 16 | CHAMBERET carrefour VC 6 - VC 8 à Bonnat par Freygnoux, les Borderies |
| CONFOLENT PORT DIEU | Commune | VC | 1 | CONFOLENT-PORT-DIEU carrefour RD 82 | CONFOLENT-PORT-DIEU carrefour VC 7 |
| EGLETONS | Commune | VC | | EGLETONS carrefour Tra-le-Bos | EGLETONS carrefour RD16 |
| EGLETONS | Commune | VC | | EGLETONS carrefour RD 16E7 | EGLETONS carrefour Tra-le-Bos |

| Commune | Gestionnaire | Type voie | Numéro voie | Extrémités | |
|--------------------|--------------|-----------|-------------|--|---|
| L'EGLISE AUX BOIS | Commune | VC | 2 | L'EGLISE AUX BOIS carrefour RD 940 à Plafeix | L'EGLISE AUX BOIS Pra-bonneau (fin des travaux jusqu'au 4 routes) |
| LACELLE | Commune | VC | 7 | LACELLE carrefour RD 940 Les Goursolles | LACELLE carrefour RD 132E1 |
| LAMAZIERE BASSE | Commune | VC | 41 | LAMAZIERE BASSE carrefour VC 43 | LAMAZIERE BASSE carrefour VC 5 |
| LAMAZIERE BASSE | Commune | VC | 43 | LAMAZIERE BASSE carrefour VC 6 | LAMAZIERE BASSE carrefour VC 41 |
| LAMAZIERE BASSE | Commune | VC | 5 | LAMAZIERE BASSE carrefour VC 41 | LAMAZIERE BASSE carrefour RD 100 |
| LAMAZIERE BASSE | Commune | VC | 8 | LAMAZIERE BASSE carrefour RD 991 | LAMAZIERE BASSE hameau du Four |
| LAMAZIERE HAUTE | Commune | VC | 2 | LAMAZIERE HAUTE carrefour RD 21 Les Fonds de Pradillou LAMAZIERE HAUTE carrefour | LAMAZIERE HAUTE carrefour |
| LATRONCHE | Commune | VC | 16 | LATRONCHE carrefour VC17 | LATRONCHE carrefour VC 1 Labrousse |
| LAVAL SUR LUZEGE | Commune | VC | 10 | LAVAL-SUR-LUZEGE carrefour RD 978 | LAVAL-SUR-LUZEGE carrefour CR 3 |
| LAVAL SUR LUZEGE | Commune | VC | 5 | LAVAL SUR LUZEGE carrefour VC 10 | LAVAL SUR LUZEGE La Bastide |
| LE JARDIN | Commune | VC | 2 | LE JARDIN carrefour RD 18 | LE JARDIN carrefour VC 15 |
| LIGINIAC | Commune | VC | 14 | LIGINIAC carrefour RD 183 Yeux par Laprade | LIGINIAC carrefour VC 5 Peyroux |
| LIGINIAC | Commune | VC | 29 | LIGINIAC carrefour VC 1 | LIGINIAC carrefour VC 5 - VC 14 |
| LIGINIAC | Commune | VC | 32 | LIGINIAC carrefour RD 20 | LIGINIAC carrefour VIC 7 |
| LIGINIAC | Commune | VC | 5 | LIGINIAC carrefour VC 3 | LIGINIAC carrefour VC 14 - VC 29 |
| MEYMAC | Commune | VC | | MEYMAC RD 35E la Gare | MEYMAC desserte ZI tranche 1 de Maubech |
| MEYMAC | Commune | VC | 51 | Renforcement chaussée ZA Maubech tr.2 | |
| MEYMAC | Commune | VC | 52 | Renforcement chaussée ZA Maubech tr.3 | |
| MOUSTIER-VENTADOUR | Commune | VC | 8 | MOUSTIER-VENTADOUR carrefour RD 991 | MOUSTIER-VENTADOUR carrefour RD 16 par Les Farges |
| NEUVIC | Commune | VC | 118 | NEUVIC carrefour VC 6 dans Vent Bas | NEUVIC dans Vent Bas |
| NEUVIC | Commune | VC | 15 | NEUVIC carrefour RD 982 | NEUVIC carrefour RD 982 par Pellachal |
| NEUVIC | Commune | VC | 186 | NEUVIC carrefour VC 118 Vent Bas | NEUVIC en direction de Pont des Ajustants sur 178m |
| NEUVIC | Commune | VC | 6 | NEUVIC carrefour RD 982 | NEUVIC Vent Bas |
| PALISSE | Commune | VC | 1 | PALISSE VC 2 Rio Clavel | PALISSE VC 3 La Malessoute |
| PALISSE | Commune | VC | 11 | PALISSE carrefour D103 à Autechaud | PALISSE Les Chaussades |
| ROSIERS D'EGLETONS | Commune | VC | 17 | ROSIERS D'EGLETONS carrefour RD 1089 | ROSIERS D'EGLETONS carrefour A 89 |
| SAILLAC | Commune | VC | | SAILLAC carrefour D28 | SAILLAC accès scierie |
| SAINT ANGEL | Commune | VC | 15 | SAINT ANGEL carrefour RD 1089 | SAINT ANGEL carrefour RD 171 par le Mas |

| Commune | Gestionnaire | Type voie | Numéro voie | Extrémités | |
|-------------------------|--|-----------|-------------|--|--|
| SAINT ANGEL | Commune | VC | 28 | SAINT ANGEL carrefour RD 171 par le Bouchaud | SAINT ANGEL Maison Neuve limite Combressol |
| SAINT GERMAIN LAVOLPS | Commune | VC | 6 | SAINT GERMAIN LAVOLPS carrefour RD 30 | SAINT GERMAIN LAVOLPS carrefour RD 104 par Puy St Angel |
| SAINT HILAIRE LUC | Commune | VC | 10 | SAINT-HILAIRE-LUC carrefour RD 89 Junieres | SAINT-HILAIRE-LUC carrefour RD 166 limite Latronche |
| SAINT REMY | Commune | VC | 23 | SAINT REMY carrefour RD 982 | SAINT REMY carrefour RD 21 |
| SAINT VICTOUR | Commune | VC | 1 | SAINT-VICTOUR carrefour RD 979 | SAINT-VICTOUR carrefour RD 45 par Bessolles |
| SAINT-SETIERS | Commune | VC | 6 (tr.2) | SAINT-SETIERS carrefour VIC 14 Feysaguet | SAINT-SETIERS carrefour RD 174 |
| SERANDON | Commune | VC | 12 | SERANDON carrefour VIC 1 | SERANDON carrefour VC 5 |
| SERANDON | Commune | VC | 9 | SERANDON carrefour RD 20E1 | SERANDON carrefour VC 14 |
| SOUDEILLES | Commune | VC | 2 | SOUDEILLES carrefour RD 119 | SOUDEILLES carrefour Bonneval |
| ST HILAIRE LES COURBES | Commune | VC | 11 | ST HILAIRE LES COURBES carrefour RD 940 | ST HILAIRE LES COURBES Les Chaussades |
| ST YRIEIX LE DEJALAT | Commune | VC | 6 | ST YRIEIX LE DEJALAT Le Pilard | ST YRIEIX LE DEJALAT Le Champ Marsaly |
| TREIGNAC | Commune | VC | 17 | TREIGNAC carrefour RD 132E3, la Grillère, le Mac | TREIGNAC carrefour VC limite St Hilaire les Courbes |
| TREIGNAC | Commune | VC | 53 | TREIGNAC La Goutte | TREIGNAC carrefour RD 940 |
| USSEL | Commune | VC | ? | USSEL carrefour RD 3089 | USSEL carrefour RD 1089 |
| BELLECHASSAGNE | Com Com Bugeat-Sornac-Millevaches-au-Coeur | VIC | 11 | BELLECHASSAGNE carrefour RD 80 | BELLECHASSAGNE carrefour VC 1 |
| BONNEFOND | Com Com Bugeat-Sornac-Millevaches-au-Coeur | VIC | 5 | BONNEFOND carrefour RD 18 La Perière | BONNEFOND carrefour VIC 5 à Orhuc |
| BUGEAT | Com Com Bugeat-Sornac-Millevaches-au-Coeur | VIC | 2 | BUGEAT carrefour RD 97 Mouriéras | BUGEAT carrefour VIC 2 au croisement de la route de la Chassagne |
| SAINT MERD LES OUSSINES | Com Com Bugeat-Sornac-Millevaches-au-Coeur | VIC | 4 | SAINT MERD LES OUSSINES carrefour RD 109 | SAINT MERD LES OUSSINES carrefour VC11 |
| SAINT-SETIERS | Com Com Bugeat-Sornac-Millevaches-au-Coeur | VIC | 14 | SAINT-SETIERS carrefour RD 36 | SAINT-SETIERS carrefour RD 80 |
| USSEL | Voie privée | VP | | Parc de l'Empereur Accès CFBL | |

II – Réseau dérogatoire temporaire :

| N° Itinéraire | Code Postal | Commune | Lieu-dit de chargement | Point de raccordement au réseau dérogatoire permanent | Prescriptions du gestionnaire | Nom du gestionnaire |
|---------------|-------------|-------------|------------------------|---|---|---------------------|
| 13120/ 12497 | 19260 | AFFIEUX | Puy La Vigne | D940 | | |
| 13157/ 12533 | 19260 | AFFIEUX | puy redou | D940 | | |
| 13244/ 12607 | 19260 | AFFIEUX | Maury | D940 | | |
| 13492/ 12782 | 19260 | AFFIEUX | L'Eyburdellerie | D 940 | Avis favorable sous réserve de conditions normales de circulation en période hivernale . | CTRB TULLE |
| 13492/ 12782 | 19260 | AFFIEUX | L'Eyburdellerie | D 940 | Voir arrêté en date du 23 octobre 2017 transmis par courrier. | AFFIEUX |
| 13493/ 12783 | 19260 | AFFIEUX | Maury | D 940 | Avis favorable sous réserve de conditions normales de circulation en période hivernale. | CTRB TULLE |
| 13493/ 12783 | 19260 | AFFIEUX | Maury | D 940 | Voir arrêté en date du 23 octobre 2017 transmis par courrier. | AFFIEUX |
| 13277/ 12617 | 19200 | AIX | Escurat | D1089 | Un état des lieux filmé sera fait par le Syndicat de la Diège le mercredi 11 octobre 2017 à 14h. | AIX |
| 13166/ 12542 | 19240 | ALLASSAC | Le bois communal | D57 | | |
| 13233/ 12625 | 19240 | ALLASSAC | Gorsat | A89 | | |
| 13287/ 12626 | 19240 | ALLASSAC | Les Escures | A89 | | |
| 13400/ 12700 | 19200 | ALLEYRAT | La Frisade | D982 | | |
| 13401/ 12701 | 19200 | ALLEYRAT | Les Viviers | D982 | | |
| 13187/ 12609 | 19250 | AMBRUGEAT | La Gautherie | D 36E | | |
| 13329/ 12659 | 19800 | BAR | Ceaux | D1089 N89 | | |
| 12997/ 12383 | 19390 | BEAUMONT | Les Monneries | D940 - D16 - D1120 | Un état des lieux sera réalisé avant et après l'enlèvement des dépôts avec le gestionnaire de voirie (Centre Technique Routes et Bâtiments de TULLE - Mr MESTRE Nicolas 05.19.07.80.42 ou Mr PLAZANET Olivier 05.19.07.80.41) | CTRB TULLE |
| 13091/ 12472 | 19170 | BONNEFOND | La nouaille | D 16 | | |
| 13092/ 12473 | 19170 | BONNEFOND | La nouaille | D 16 | | |
| 13461/ 12755 | 19170 | BONNEFOND | cf plan | RD 32, à Bugeat | | |
| 13110/ 12490 | 19120 | BRIVEZAC | Valeyran | D940 | | |
| 13192/ 12570 | 19170 | BUGEAT | x | D 979 | | |
| 13415/ 12711 | 19170 | BUGEAT | Champseix | D 16 | | |
| 13023/ 12401 | 19370 | CHAMBERET | cf plan | RD 940 à Lacelle | | |
| 13047/ 12416 | 19370 | CHAMBERET | bonnat | D3 | | |
| 13119/ 12496 | 19370 | CHAMBERET | Le Mont-Cé | RD 940 | | |
| 13146/ 12520 | 19450 | CHAMBOULIVE | Miallet | D 940 | | |
| 13339/ 12668 | 19450 | CHAMBOULIVE | Le Coudert | D940 | | |
| 13473/ 12766 | 19450 | CHAMBOULIVE | cf plan | RD 920 à Uzerche | | |

| | | | | | | |
|--------------|-------|-----------------------|---|------------------|---|---|
| 13148/ 12525 | 19330 | CHAMEYRAT | Chameyrat le vieux | D 1089 | Sous réserve de la prise d'un arrêté par le maire pour dérogation à la limitation de tonnage sur la voie concernée. | Communauté de communes de TULLE-ET-COEUR-DE-CORREZE |
| 13082/ 12461 | 19320 | CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE | Combrignac | D18 | | |
| 13304/ 12638 | 19320 | CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE | La Femme Morte | D18 | | |
| 13081/ 12459 | 19150 | CHANAC-LES-MINES | La Berthumeyrie | D978 | l'ensemble des prescriptions concernant le dépôt et le chargement sont inscrites sur la permission de voirie(2017-175CM) signé par le président en date du 22/08/2017 | Communauté de communes de TULLE-ET-COEUR-DE-CORREZE |
| 13081/ 12460 | 19150 | CHANAC-LES-MINES | La Berthumeyrie | D1120 | | |
| 13317/ 12647 | 19150 | CHANAC-LES-MINES | Vedrenne | D1120 | | |
| 13163/ 12539 | 19300 | CHAPELLE-SPINASSE | parcelle B 477 (le long du chemin de l'espinaussou) | D 16 | | |
| 12856/ 12263 | 19390 | CHAUMEIL | Freysselines | D940 | | |
| 12862/ 12269 | 19390 | CHAUMEIL | Cros de l'Arbre | D16 | | |
| 12940/ 12347 | 19390 | CHAUMEIL | Freysselines | D16 | | |
| 13238/ 12604 | 19390 | CHAUMEIL | Le Mas Michel | D16 | | |
| 13471/ 12764 | 19390 | CHAUMEIL | cf plan | D 16 | | |
| 13472/ 12765 | 19390 | CHAUMEIL | cf plan | RD 18 à Lestards | | |
| 13310/ 12642 | 19290 | CHAVANAC | la Belle Etoile | D36 | | |
| 13294/ 12631 | 19200 | CHAUVEROCHE | Chassagnac | D982 | Voirie à l'état neuf, à emprunter en charge dans le sens Chassagnac/moulin de Chassagnac | CHAUVEROCHE |
| 13296/ 12633 | 19160 | CHIRAC-BELLEVUE | Encouyol | D982 | Remise en état partielle ou totale en cas de détérioration de la voirie | CHIRAC-BELLEVUE |
| 13350/ 12674 | 19160 | CHIRAC-BELLEVUE | Celle | D982 | Remise à l'état neuf de la chaussée en cas de détériorations partielles ou totales de la chaussée par l'entreprise réalisant les travaux | CHIRAC-BELLEVUE |
| 13204/ 12582 | 19250 | COMBRESSOL | Bonnesagne | D1089 | | |
| 13275/ 12615 | 19250 | COMBRESSOL | Pont | RD1089 | | |
| 13005/ 12392 | 19150 | CORNIL | les Foureaux | D940 | | |
| 13111/ 12491 | 19800 | CORREZE | L'HOSPITAL | D1089 | | |
| 13115/ 12493 | 19800 | CORREZE | L'HOSPITAL | D1089 | | |
| 13188/ 12563 | 19800 | CORREZE | PONT CANAL | D1089 | | |
| 13327/ 12657 | 19800 | CORREZE | Reygnac | D1089 N89 | | |
| 13398/ 12699 | 19800 | CORREZE | NEPONT | D 1089 | | |
| 13451/ 12751 | 19800 | CORREZE | L'HOSPITAL | D1089 | Avis favorable sous réserve de conditions de circulation normale en période hivernale. | CTRB TULLE |
| 13155/ 12531 | 19360 | DAMPNIAT | Le Pas des Vignes | D1089 | | |
| 13216/ 12591 | 19300 | DARNETS | cf plan | D 1089 | | |

| | | | | | | |
|--------------|-------|--------------------------------|--|--------------------|--|------------|
| 13225/ 12598 | 19300 | DARNETS | cf plan | D 1089 | | |
| 13428/ 12719 | 19150 | ESPAGNAC | aux sauchides | RD1120 | | |
| 13428/ 12720 | 19150 | ESPAGNAC | aux sauchides | RD978 | | |
| 13413/ 12707 | 19410 | ESTIVAUX | LE MOULIN DE CESSAC | A20 | | |
| 13413/ 12708 | 19410 | ESTIVAUX | LE MOULIN DE CESSAC | A20 | | |
| 12804/ 12218 | 19340 | EYGURANDE | Les Besses | RD1089 | | |
| 13133/ 12507 | 19800 | EYREIN | le geay | d2089 pont de reix | | |
| 12973/ 12367 | 19330 | FAVARS | Bossoubrot | D1089 | | |
| 13347/ 12673 | 19430 | GOULLES | Puy au Bois | D1120 | | |
| 12987/ 12377 | 19170 | GOURDON- MURAT | Rivière Ladre | D16 | | |
| 13314/ 12646 | 19170 | GOURDON- MURAT | le Bourg | D16 | | |
| 13325/ 12654 | 19300 | GRANDSAIGNE | la vialle | D 16 | | |
| 13354/ 12677 | 19300 | GRANDSAIGNE | Centre | D16 | | |
| 13355/ 12678 | 19300 | GRANDSAIGNE | Centre | D16 | | |
| 12506/ 11947 | 19320 | GUMOND | Etang | D18 | | |
| 12932/ 12338 | 19170 | LACELLE | Le Pradel et les Goursolles | D 940 | Remise en état du chemin, état des lieux après travaux | LACELLE |
| 12932/ 12339 | 19170 | LACELLE | Le Pradel et les Goursolles | D 940 | Remise en état du chemin, état des lieux après travaux | LACELLE |
| 13058/ 12431 | 19170 | LACELLE | A l'aubas La croix des quatre | VC des Goursolles | | |
| 13060/ 12434 | 19170 | LACELLE | Le puy trarieux | RD940 | | |
| 13464/ 12758 | 19150 | LADIGNAC- SUR- RONDELLES | Les Plaines | D1120 N120 | | |
| 13082/ 12461 | 19320 | LAFAGE-SUR- SOMBRE | Combrignac | D18 | | |
| 13207/ 12584 | 19160 | LAMAZIERE- BASSE | laussine | D 982 | | |
| 13319/ 12648 | 19160 | LAMAZIERE- BASSE | La Meynie | RD 982 | | |
| 13319/ 12649 | 19160 | LAMAZIERE- BASSE | La Meynie | RD 1089 | | |
| 13320/ 12650 | 19160 | LAMAZIERE- BASSE | La Meynie | RD 982 | | |
| 13320/ 12651 | 19160 | LAMAZIERE- BASSE | La Meynie | RD 1089 | | |
| 13444/ 12743 | 19340 | LAMAZIERE- HAUTE | puy salé | D 1089 | | |
| 13307/ 12639 | 19550 | LAVAL-SUR- LUZEGE | l'Herbeil | D18 | | |
| 13470/ 12763 | 19470 | LE LONZAC | cf plan | D 940 | | |
| 13222/ 12595 | 19170 | L'EGLISE-AUX- BOIS | Le Bourg | D 940 | | |
| 13435/ 12733 | 19170 | L'EGLISE-AUX- BOIS | Arfouilloux Piste de Chaumont et la Lézioux | RD940 | Avis favorable pour la partie Département del a Corrèze. | CTRB TULLE |
| 13153/ 12529 | 19170 | LESTARDS | La Croix Haute | D16 | | |
| 13462/ 12756 | 19170 | LESTARDS | le bourg | D16 | | |
| 13463/ 12757 | 19170 | LESTARDS | le bourg | d16 | | |
| 13003/ 12390 | 19600 | LISSAC-SUR- COUZE | Puymèges Haut | A 20 | | |
| 13234/ 12602 | 19470 | MADRANGES | Au Gour Noir | D940 | | |
| 13236/ 12603 | 19470 | MADRANGES | L'Arbre | D940 | | |
| 13293/ 12630 | 19360 | MALEMORT- SUR-CORREZE | Le Jassou | D1089 | | |
| 11163/ 10765 | 19320 | MARCILLAC- LA-CROISILLE | Theil | D 18 | | |

| | | | | | | |
|--------------|-------|----------------------------|------------------------------|--------------|---|-------------------|
| 13182/ 12558 | 19320 | MARCILLAC-LA-CROISILLE | les Brousses | D18 | | |
| 13149/ 12526 | 19150 | MARC-LA-TOUR | Le pigeon | D10 | | |
| 13032/ 12403 | 19250 | MAUSSAC | LES VEDRENNES | D36 | | |
| 13154/ 12530 | 19250 | MAUSSAC | LES VEDRENNES | d36 | | |
| 13221/ 12594 | 19250 | MAUSSAC | la coste les marteaux | D 1089/D 36 | | |
| 13275/ 12615 | 19250 | MAUSSAC | Pont | RD1089 | | |
| 13063/ 12437 | 19250 | MEYMAC | les jarriges | RD979 | | |
| 13158/ 12535 | 19250 | MEYMAC | la nouaille | D979 | | |
| 13193/ 12571 | 19250 | MEYMAC | nouaille | D 979 | | |
| 13195/ 12572 | 19250 | MEYMAC | nouaille | D 979 | | |
| 13224/ 12597 | 19250 | MEYMAC | Les Roches Délaissé RD979 | D 979 | | |
| 13323/ 12653 | 19250 | MEYMAC | Celle | RD 979 | | |
| 13353/ 12676 | 19250 | MEYMAC | Encaux | D979 | | |
| 13460/ 12754 | 19250 | MEYMAC | JANOUEIX | D36 | | |
| 13011/ 12395 | 19110 | MONESTIER-PORT-DIEU | la Bournerie | D979 | | |
| 13198/ 12575 | 19110 | MONESTIER-PORT-DIEU | Pradeix | D 979 | | |
| 13382/ 12739 | 19300 | MONTAIGNAC-SAINT-HIPPOLYTE | Bois de Ruffaud | D1089 | | |
| 12900/ 12305 | 19460 | NAVES | Lestrade | D53E2 | | |
| 13012/ 12396 | 19160 | NEUVIC | le Chambon | D982 | | |
| 13185/ 12561 | 19160 | NEUVIC | LES CLOS DE CHAUVET | D1089 | | |
| 13280/ 12619 | 19160 | NEUVIC | le Vent Haut | D982 | | |
| 13331/ 12661 | 19160 | NEUVIC | le vent haut | d 982 | | |
| 13379/ 12689 | 19160 | NEUVIC | enchassagne | D 982 | | |
| 13406/ 12703 | 19160 | NEUVIC | Pellassiauve | D1089 | | |
| 13407/ 12704 | 19160 | NEUVIC | Le Moulin de Chassagne | D1089 | | |
| 13424/ 12717 | 19160 | NEUVIC | Chassagne | D1089 | | |
| 12898/ 12303 | 19380 | NEUVILLE | Pradix | D1120 N120 | | |
| 13523/ 12812 | 19380 | NEUVILLE | Route des Rochettes | D 1120/D 940 | | |
| 13321/ 12652 | 19160 | PALISSE | Lestrier | RD 1089 | | |
| 13407/ 12704 | 19160 | PALISSE | Le Moulin de Chassagne | D1089 | | |
| 13424/ 12717 | 19160 | PALISSE | Chassagne | D1089 | | |
| 13425/ 12718 | 19160 | PALISSE | Palisse-haute | D1089 | | |
| 12998/ 12384 | 19300 | PERET-BEL-AIR | Roche Labouai | D16 | | |
| 11248/ 10837 | 19170 | PEROLS-SUR-VEZERE | La Cheype | D979 | | |
| 12978/ 12372 | 19170 | PEROLS-SUR-VEZERE | Chaumeil | RD 979 | | |
| 13181/ 12557 | 19170 | PEROLS-SUR-VEZERE | la Bussière | D979 | | |
| 13197/ 12574 | 19170 | PEROLS-SUR-VEZERE | les Pradeloux | D 979 | FAIRE ETAT DES LIEUX SUR PLACE POUR LE RETOURNEMENT DES CAMIONS | PEROLS-SUR-VEZERE |
| 13208/ 12585 | 19170 | PEROLS-SUR-VEZERE | Puy de Courmoux | D 979 | | |
| 13209/ 12586 | 19170 | PEROLS-SUR-VEZERE | Puy de Trimoux | D 979 | | |
| 13224/ 12597 | 19170 | PEROLS-SUR-VEZERE | Les Roches Délaissé RD979 | D 979 | | |
| 13309/ 12641 | 19170 | PEROLS-SUR-VEZERE | Ars | D979 | | |

| | | | | | | |
|--------------|-------|-------------------|---|-----------------------|---|------------|
| 13313/ 12645 | 19170 | PEROLS-SUR-VEZERE | la Bussière | D979 | | |
| 13345/ 12671 | 19170 | PEROLS-SUR-VEZERE | Ars | D979 | | |
| 13349/ 12672 | 19170 | PEROLS-SUR-VEZERE | Puy des Chabannes | D979 | | |
| 13006/ 12393 | 19310 | PERPEZAC-LE-BLANC | Le Treuil | D1120 N120 | Traverse du centre d'OBJAT à éviter, prendre RD3E5 puis RD901 jusqu'à la RD3 en direction de VOUTEZAC | CTRB BRIVE |
| 13059/ 12432 | 19290 | PEYRELEVADE | La ludière | RD36 | | |
| 13059/ 12433 | 19290 | PEYRELEVADE | La ludière | RD979 | | |
| 13432/ 12725 | 19290 | PEYRELEVADE | piste forestière Vinzan au puy blanc | RD36 | | |
| 13432/ 12726 | 19290 | PEYRELEVADE | piste forestière Vinzan au puy blanc | RD979 | | |
| 13433/ 12727 | 19290 | PEYRELEVADE | combe sagne sud / combe première derrière la chapelle / moulin du rat | RD36 | | |
| 13433/ 12728 | 19290 | PEYRELEVADE | combe sagne sud / combe première derrière la chapelle / moulin du rat | RD979 | | |
| 13433/ 12729 | 19290 | PEYRELEVADE | combe sagne sud / combe première derrière la chapelle / moulin du rat | RD982 | | |
| 13435/ 12732 | 19290 | PEYRELEVADE | Arfouilloux Piste de Chaumont et la Lézioux | RD979 | | |
| 13436/ 12734 | 19290 | PEYRELEVADE | rondelle | RD982 | | |
| 13436/ 12735 | 19290 | PEYRELEVADE | rondelle | RD979 | | |
| 13144/ 12517 | 19450 | PIERREFITTE | Le kilomètre | D142 | | |
| 13191/ 12564 | 19170 | PRADINES | cf plan | RD16 | | |
| 13191/ 12565 | 19170 | PRADINES | cf plan | RD16 à Pradines | | |
| 13191/ 12566 | 19170 | PRADINES | cf plan | RD 32 à Gourdon-Murat | | |
| 13191/ 12567 | 19170 | PRADINES | cf plan | RD 32 à Gourdon-Murat | | |
| 13191/ 12568 | 19170 | PRADINES | cf plan | RD 32 à Gourdon-Murat | | |
| 13308/ 12640 | 19170 | PRADINES | Moulin du Travers | D16 | | |
| 13298/ 12634 | 19160 | ROCHE-LE-PEYROUX | Rotabourg | D168 | | |
| 13085/ 12466 | 19300 | ROSIERS-DEGLETONS | Combret | D 1089 | | |
| 13087/ 12468 | 19300 | ROSIERS-DEGLETONS | la Guillaumie | D 1089 | | |
| 13291/ 12686 | 19300 | ROSIERS-DEGLETONS | ST ROCH | D 1089 | | |
| 13378/ 12688 | 19300 | ROSIERS-DEGLETONS | SEUGNAC | D 1089 | | |
| 13397/ 12697 | 19300 | ROSIERS-DEGLETONS | JANOUEIX | D36 | | |
| 13201/ 12578 | 19270 | SADROC | GARDE | A 20 | | |
| 13171/ 12547 | 19200 | SAINT-ANGEL | MAISON NEUVE | D1089 | | |
| 13430/ 12724 | 19200 | SAINT-ANGEL | Plaziat | RD979 | | |
| 13431/ 12723 | 19200 | SAINT-ANGEL | la fabrie | D1089 | | |
| 13086/ 12467 | 19390 | SAINT-AUGUSTIN | Puy de Chauzeix | D 16 | | |
| 13206/ 12583 | 19130 | SAINT-AULAIRE | Pampelone | D901 | | |

| | | | | | | |
|--------------|-------|---------------------------|--------------------------------------|-------------|---|-------------------------|
| 13289/ 12629 | 19130 | SAINT-AULAIRE | Cramoix | A89 | | |
| 12781/ 12193 | 19490 | SAINTE-FORTUNADE | Gastinel | D87 | | |
| 13281/ 12620 | 19200 | SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS | le Moulin de Bourg | D1089 | | |
| 13278/ 12618 | 19160 | SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE | la Besse | D168 | | |
| 13255/ 12611 | 19200 | SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES | Le Coudert | D 1089 | | |
| 13150/ 12579 | 19200 | SAINT-FREJOUX | La Vernengeal | D 1089 | | |
| 13276/ 12616 | 19200 | SAINT-FREJOUX | Chassanaguilloux | D1089 | | |
| 13169/ 12545 | 19290 | SAINT-GERMAIN-LAVOLPS | Puy St-Angel | D982 | | |
| 13170/ 12546 | 19550 | SAINT-HILAIRE-FOISSAC | Rossignol | D18 | | |
| 13247/ 12624 | 19550 | SAINT-HILAIRE-FOISSAC | Le Chassagnol | D60 | | |
| 13284/ 12623 | 19550 | SAINT-HILAIRE-FOISSAC | Le Chassagnol | D60 | | |
| 13438/ 12738 | 19550 | SAINT-HILAIRE-FOISSAC | Enclachaud | D18 | | |
| 12933/ 12340 | 19170 | SAINT-HILAIRE-LES-COURBES | St Hilaire | D 940 | | |
| 12933/ 12341 | 19170 | SAINT-HILAIRE-LES-COURBES | St Hilaire | D940 | | |
| 13089/ 12470 | 19170 | SAINT-HILAIRE-LES-COURBES | Magnaval | D 940 | | |
| 13129/ 12504 | 19170 | SAINT-HILAIRE-LES-COURBES | Les Places | D979 | | |
| 13173/ 12549 | 19170 | SAINT-HILAIRE-LES-COURBES | en vagne puy de l'arbre puy de venat | RD979 RD940 | | |
| 13196/ 12573 | 19170 | SAINT-HILAIRE-LES-COURBES | les chataignieres | D 940 | | |
| 13352/ 12675 | 19170 | SAINT-HILAIRE-LES-COURBES | Puy de la Nouaille | D940 | | |
| 13190/ 12569 | 19320 | SAINT-MERD-DE-LAPLEAU | COIRAL | D 978 | | |
| 13199/ 12576 | 19320 | SAINT-MERD-DE-LAPLEAU | COIRAL | D 1089 | | |
| 12948/ 12353 | 19170 | SAINT-MERD-LES-OUSSINES | Véjolles | RD 979 | | |
| 12948/ 12354 | 19170 | SAINT-MERD-LES-OUSSINES | Véjolles | RD 979 | voir Etat des lieux déjà rempli dossier 97299 | SAINT-MERD-LES-OUSSINES |
| 12948/ 12354 | 19170 | SAINT-MERD-LES-OUSSINES | Véjolles | RD 979 | Voir Etat des Lieux déjà rempli dossier 97299 | SAINT-MERD-LES-OUSSINES |
| 13202/ 12580 | 19330 | SAINT-MEXANT | La borie | D9 | Un état des lieux devra être fait avant le début du chantier pour la partie de la RD53E2, réseau de desserte secondaire du Département. | CTRB TULLE |
| 13107/ 12487 | 19220 | SAINT-PRIVAT | LA GOUTELLE | D75E1 | | |
| 12975/ 12369 | 19290 | SAINT-REMY | les fonts | RD 982 | | |
| 13015/ 12398 | 19290 | SAINT-REMY | Margnat | D982 | | |
| 13402/ 12702 | 19290 | SAINT-REMY | Puy d'Onoy | D 982 | | |
| 13113/ 12492 | 19700 | SAINT-SALVADOUR | Moulin de Peyrat | D940 | | |

| | | | | | | |
|--------------|-------|-------------------------|--|-------------------|--|------------|
| 13338/ 12667 | 19700 | SAINT-SALVADOUR | Les Salles | D940 | | |
| 13056/ 12425 | 19290 | SAINT-SETIERS | Lou Seindareau | RD36 | | |
| 13056/ 12426 | 19290 | SAINT-SETIERS | Lou Seindareau | RD982 | | |
| 13056/ 12427 | 19290 | SAINT-SETIERS | Lou Seindareau | RD979 | | |
| 13093/ 12474 | 19290 | SAINT-SETIERS | Puy Bouzarel | D 36 | | |
| 13210/ 12587 | 19290 | SAINT-SETIERS | Vieille Maison | D 36 | | |
| 13223/ 12596 | 19290 | SAINT-SETIERS | Abat | Limite 23/D 979 | | |
| 13249/ 12610 | 19290 | SAINT-SETIERS | Le Bos | D 979/D 36 | | |
| 13274/ 12655 | 19290 | SAINT-SETIERS | LA JASSE | D36 | | |
| 13301/ 12636 | 19290 | SAINT-SETIERS | Vervialle | D 979 | | |
| 13312/ 12644 | 19290 | SAINT-SETIERS | la Croix de Morneix | D36 | | |
| 13469/ 12762 | 19290 | SAINT-SETIERS | les planoux | D36 | | |
| 13479/ 12769 | 19290 | SAINT-SETIERS | La Gane du Bos | D979 - Lontrade | | |
| 13122/ 12499 | 19250 | SAINT-SULPICE-LES-BOIS | Le bois de beyne, la chapelle, RD 36 | RD 979 | | |
| 13126/ 12502 | 19140 | SAINT-YBARD | La forêt de garaboef | D20E7 | | |
| 12998/ 12384 | 19300 | SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT | Roche Labouai | D16 | | |
| 13325/ 12654 | 19300 | SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT | la vialle | D 16 | | |
| 12884/ 12289 | 19510 | SALON-LA-TOUR | Le Puy Malet | D20 | | |
| 12974/ 12368 | 19510 | SALON-LA-TOUR | Le Breuil | D920 | | |
| 13328/ 12658 | 19510 | SALON-LA-TOUR | La Reboulie | D920 | | |
| 13334/ 12664 | 19510 | SALON-LA-TOUR | Le Puy Hardy | D920 | | |
| 13337/ 12666 | 19510 | SALON-LA-TOUR | La Verdie | D920 | | |
| 13453/ 12752 | 19700 | SEILHAC | La Porte | D940 | | |
| 13143/ 12518 | 19160 | SERANDON | La Morensane | D20 | | |
| 12985/ 12376 | 19220 | SERVIERES-LE-CHATEAU | La Treignarde | D980 | | |
| 11262/ 10854 | 19290 | SORNAC | puy de clamoudeix | D979 | | |
| 13434/ 12730 | 19290 | SORNAC | les renardières | RD979 | | |
| 13434/ 12731 | 19290 | SORNAC | les renardières | RD8 | | |
| 13449/ 12750 | 19370 | SOUDAINE-LAVINADIERE | Vergnas | D3 | | |
| 12999/ 12385 | 19170 | TARNAC | Château de Tarnac | D940 - D979 - D36 | | |
| 13057/ 12428 | 19170 | TARNAC | La côte Chaumont | RD979 | | |
| 13057/ 12429 | 19170 | TARNAC | La côte Chaumont | RD36 | | |
| 13057/ 12430 | 19170 | TARNAC | La côte Chaumont | RD982 | | |
| 13061/ 12435 | 19170 | TARNAC | MONTUCLE | RD979 | état des lieux fait le 27/07/2017 avec la commune | TARNAC |
| 13062/ 12436 | 19170 | TARNAC | la grande ribière les grands champs | RD979 | | |
| 13096/ 12476 | 19170 | TARNAC | Le Bos de Vézy | D979 | | |
| 13364/ 12683 | 19170 | TARNAC | Le mont | D 979 | | |
| 13445/ 12744 | 19170 | TARNAC | le champ du trech | RD979 | | |
| 13445/ 12745 | 19170 | TARNAC | le champ du trech | RD36 | | |
| 13445/ 12746 | 19170 | TARNAC | le champ du trech | RD982 | | |
| 13152/ 12528 | 19200 | THALAMY | Montassou | D979 | | |
| 13052/ 12421 | 19170 | TOY-VIAM | cf plan | RD 979 à Bugeat | | |
| 13124/ 12501 | 19260 | TREIGNAC | la combette | D940 | | |
| 13437/ 12737 | 19000 | TULLE | puy de l'eau sur le puy bois de la lezioux le bois clair / sous les bois | RD940 | Avis favorable pour la partie Département de la Corrèze. | CTRB TULLE |
| 13285/ 12622 | 19200 | USSEL | la Goudounèche | D1089 | | |

| | | | | | | |
|--------------|-------|-------|--|-------------------|---|------------|
| 13437/ 12736 | 19200 | USSEL | puy de l'eau sur le puy bois de la lezioux le bois clair / sous les bois | RD979 | | |
| 13022/ 12399 | 19260 | VEIX | cf plan | RD 940, au Lonzac | | |
| 13022/ 12400 | 19260 | VEIX | cf plan | RD 157 à Treignac | | |
| 13448/ 12749 | 19260 | VEIX | Chambalière | D16 E5 | Avis favorable sous réserve de conditions de circulation normale en période hivernale. | CTRB TULLE |
| 13525/ 12814 | 19260 | VEIX | Allogne | D 16 | Avis favorable sous réserve de conditions normales de circulation en période hivernale. | CTRB TULLE |
| 13525/ 12814 | 19260 | VEIX | Allogne | D 16 | VC 6 de la D180 à Allogne-Remise en état chaussée et fossés après évacuation des Bois. | VEIX |
| 13121/ 12498 | 19170 | VIAM | le Mont-Salvy | RD979 | | |
| 13128/ 12503 | 19170 | VIAM | Les Places | D979 | utilisation de la VC 16 de Viam vers St Hilaire les courbes puis rejoindre la D160 | VIAM |
| 13129/ 12504 | 19170 | VIAM | Les Places | D979 | | |
| 13220/ 12593 | 19170 | VIAM | en vagne puy de l'arbre puy de venat | D 979 | -1- évacuation des bois par la VC 16 si possibilité au transporteur de marche arrière de Viam vers l'estang. -2- évacuation des bois vers la D979 au travers des parcelles | VIAM |

Direction départementale des territoires / Service de
l'Economie Agricole et Forestière

19-2017-10-16-002

Arrêté relatif aux loyers des conventions pluriannuelles de
pâturage

Convention pluriannuelle de pâturage.



PREFET DE LA CORREZE

Direction départementale
des territoires

Arrêté relatif aux loyers des conventions pluriannuelles de pâturage

Le préfet,
Chevalier dans l'ordre national du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment son article L. 481-1 ;

Vu la loi 72-12 du 03 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale modifiée par les lois n°85-1496 du 31 décembre 1985 et n°90-85 du 23 janvier 1990 ;

Vu les arrêtés des 20 février 1974, 18 mars 1975, 28 avril 1976 et 18 janvier 1977 portant délimitation des zones de montagne ;

Vu la loi relative au développement des territoires ruraux du 23 février 2005 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-1126 du 27 septembre 2010 déterminant les modalités de calcul de l'indice national des fermages et de ses composantes ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 2017 constatant pour 2017 l'indice national des fermages ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2017 relatif aux baux ruraux pour l'année 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 19-2016-07-01-001 en date du 1^{er} juillet 2016 portant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des territoires de la Corrèze,

Vu l'avis de la chambre d'agriculture de la Corrèze ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental des territoires,

arrête

Article 1 : Les terres situées dans les communes classées en zone de montagne du département de la Corrèze peuvent donner lieu, pour leur exploitation, à une convention pluriannuelle de pâturage.

Article 2 : Ces conventions sont conclues pour une durée minimale de cinq ans et pour un loyer inclus entre un minima de un euro et le maxima constaté annuellement dans l'arrêté départemental relatif aux baux ruraux ;

Article 3 : Monsieur le directeur départemental des territoires, messieurs les sous-préfets des arrondissements de Brive et Ussel, mesdames et messieurs les maires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Tulle, le 16 octobre 2017

Pour le préfet et par délégation, *250. 69*
P/ le directeur départemental des territoires,


Le Directeur Départemental
des Territoires Adjoint

Laurent CYROT

Annexe : Historique de l'évolution de la valeur de l'indice national des fermages

| Année | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Valeur de l'indice national de fermage | 100 | 98,37 | 101,25 | 103,95 | 106,68 | 108,30 | 110,05 | 109,59 |
| Variation par rapport à l'année précédente (%) | - | -1,63 | +2,92 | +2,67 | +2,63 | +1,52 | +1,61 | -0,42 |

Direction départementale des territoires / Service de
l'Environnement

19-2017-10-23-002

Arrêté préfectoral n° 19-2017-00272 portant modification
de l'arrêté d'autorisation n° 19-2015-00400 au titre de
l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant
l'opération de renaturation de la rivière Corrèze, commune
de Tulle.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA CORREZE

Direction départementale
des territoires

**Arrêté préfectoral n°19-2017-00272
portant modification de l'arrêté d'autorisation n°19-2015-00400
au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement
concernant l'opération de renaturation de la rivière Corrèze**

Commune de Tulle

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, partie législative ;

Vu les articles R 214-1 à R 214-5, R 214-6 à R 214-31 et R 214-41 à R 214-56 du Code de l'Environnement, partie réglementaire ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n°19-2015-00400 du 20 juillet 2016 portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant l'opération de renaturation de la rivière Corrèze ;

Vu le courrier du président de Tulle'Agglo du 12 octobre 2017 demandant de déroger aux dates fixées dans l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°19-2015-00400 du 20 juillet 2016 portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant l'opération de renaturation de la rivière Corrèze ;

Considérant le maintien de débits faibles sur la rivière Corrèze ;

Considérant les impacts sur le milieu aquatique et les ouvrages publics de reporter en 2018 une partie des travaux relatif aux tronçons 1, 2 et 3 (secteur délimité à l'amont par le centre commercial Citéa et à l'aval par le pont de la Barrière) de l'opération de renaturation de la rivière Corrèze ;

Considérant les mesures mises en œuvre par le bénéficiaire pour limiter l'incidence des travaux sur le milieu aquatique et pour prévenir tout dommage ou pollution en cas de montée des eaux.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Corrèze ;

Arrête

Article 1 : Exécution des travaux

Le dernier alinéa de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°19-2015-00400 du 20 juillet 2016 portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant l'opération de renaturation de la rivière Corrèze est modifié.

Le bénéficiaire est autorisé, pour l'année 2017, à prolonger la période d'intervention dans le lit mineur de la Corrèze jusqu'au 17 novembre 2017. Les travaux à réaliser concernent les tronçons 1, 2 et 3 de l'opération de renaturation de la Corrèze délimité à l'amont par le centre commercial Citéa et à l'aval par le pont de la Barrière.

Toutes les mesures seront prises pour ne pas porter atteinte au milieu pendant la durée de l'opération.

Les autres articles de l'arrêté préfectoral n°19-2015-00400 du 20 juillet 2016 restent inchangés.

Article 2 : Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de Tulle pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Il sera mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Corrèze pendant une durée d'au moins un an.

Article 3 : Voies et délais de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la réception de cet arrêté par le pétitionnaire, ce dernier peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, en application de l'article R514-3-1 du code de l'environnement :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture,

Le maire de la commune de Tulle,

Le directeur départemental des territoires de la Corrèze,

Le chef du service départemental de l'ONEMA,

Le commandant du groupement de gendarmerie de la Corrèze,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture la Corrèze, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Tulle, le **23 OCT. 2017**

Le préfet


Bertrand GAUME

Direction départementale des territoires / Service de
l'Environnement

19-2017-10-20-001

Arrêté préfectoral n° 2017-191760600 de mise en demeure
à l'encontre de Mme et M. Taminau Anne et Denis de
régulariser la situation administrative de l'étang n°
191760600, situé au bourg de la commune de Rosiers
d'Égletons.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORREZE

Direction départementale des territoires
de la Corrèze

**Arrêté préfectoral n° 2017-19 176 0600
de mise en demeure
à l'encontre de Mme et M. Taminau Anne et Denis
de régulariser la situation administrative de l'étang n°19 176 0600
situé au bourg de la commune de Rosiers d'Egletons**

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, partie législative, en particulier les articles L171-6 à L171-8 ; L214-1 à L214-6 et R214-6 à R214-31 ; R214-41 à R214-56 relatifs aux opérations soumises à autorisation dans les domaines de l'eau ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin Adour Garonne approuvé le 21 décembre 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2016 portant délégation de signature à M. François Geay, directeur départemental des territoires de la Corrèze ;

Vu la visite de contrôle réalisée sur place par l'inspecteur de l'environnement au service environnement police de l'eau et risques à la direction départementale des territoires de la Corrèze le 12 avril 2017 ;

Vu le courrier du 18 avril 2017 demandant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter le plan d'eau n°19 176 0600 ;

Vu le rapport de manquement administratif établi par l'inspecteur de l'environnement au service environnement police de l'eau et risques à la direction départementale des territoires de la Corrèze, transmis à Mme et M. Taminau Anne et Denis par courrier recommandé en date du 20 septembre 2017 conformément à l'article L171-6 du code de l'environnement et l'informant de la situation administrative du plan d'eau n°19 176 0600 ;

Vu l'absence de réponse de Mme et M. Taminau Anne et Denis à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que, lors de l'examen des éléments en sa possession, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'étude hydraulique, demandée par le service police de l'eau de la direction départementale des territoires de la Corrèze par courrier daté du 18 avril 2017, n'est jamais parvenue dans les services ;

Considérant les conséquences, directes ou indirectes, du plan d'eau sur les milieux aquatiques ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, conformément à l'article L171-7, de mettre en demeure Mme et M. Taminau Anne et Denis de régulariser leur situation administrative ;

Sur proposition du directeur départemental de la Corrèze ;

Arrête

Article 1^{er} - Objet de l'arrêté :

Mme et M. Taminau Anne et Denis, propriétaires de l'étang situé au bourg de la commune de Rosiers d'Egletons, sont mis en demeure de régulariser leur situation administrative en déposant un dossier de demande d'autorisation administrative au titre du L 214-1 du code de l'environnement auprès du service de l'environnement de la police de l'eau et des risques de la direction départementale des territoires de la Corrèze.

Mme et M. Taminau Anne et Denis sont informés que :

- le dépôt d'un dossier d'autorisation administrative au titre du L 214-1 du code de l'environnement n'implique pas la délivrance certaine de l'autorisation par l'autorité administrative, qui statuera sur la demande présentée après instruction,
- le dépôt d'un dossier de remise en état des lieux peut donner lieu à des prescriptions particulières arrêtées par l'autorité administrative, selon les incidences du projet de remise en état proposé,
- la régularisation ou cessation de la situation irrégulière découlera, soit de l'obtention effective de l'autorisation, soit de la remise effective des lieux en l'état.

Article 2 - Respect des délais :

Mme et M. Taminau Anne et Denis sont tenus de respecter les dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté avant le 17 janvier 2018.

Article 3 - Sanctions :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de Mme et M. Taminau Anne et Denis, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L171-8 du même code.

A expiration du délai fixé, l'autorité administrative peut, par décision motivée, et après avoir invité les intéressés à faire connaître leurs observations :

- obliger Mme et M. Taminau Anne et Denis à consigner, entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant de l'étude hydraulique à réaliser avant une date qu'elle détermine,
- faire procéder d'office, en lieu et place de Mme et M. Taminau Anne et Denis et à leurs frais, à l'exécution des mesures prescrites,
- ordonner le paiement d'une amende et/ou d'une astreinte journalière de 10 euros par jour applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 4 - Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 - Publication et information des tiers :

Le présent arrêté sera notifié à Mme et M. Taminau Anne et Denis.

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corrèze, une copie sera affichée en mairie de Rosiers d'Egletons pendant un délai minimum d'un mois.

Article 6 - Voies et délais de recours :

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L211-1 du même code, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 7 - Exécution :

Le sous-préfet d'Ussel,
Le maire de la commune de Rosiers d'Egletons,
Le directeur départemental des territoires de la Corrèze,
Le chef du service départemental de l'AFB,
Le commandant du groupement de gendarmerie de la Corrèze,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Tulle, le 20 OCT. 2017

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,



Préfecture / Direction des relations avec les collectivités
locales

19-2017-10-17-002

Arrêté portant modification de l'arrêté inter-préfectoral du
15 septembre 2016 portant fusion des communautés de
communes d'Ussel-Meymac-Haute-Corrèze, du Pays
Ajout compétence "aménagement numérique et communications électroniques"
d'Eygurande, des Gorges de la Haute Dordogne, de Val et
Plateaux Bortois, des Sources de la Creuse (département de
la Creuse, 23) avec extension aux communes de
Bellechassagne, Bugeat, Chavanac, Millevaches,
Pérols-sur-Vézère, Peyrelevade, Saint-Germain-Lavolps,
Saint-Merd-les-Oussines, Saint-Setiers et Sornac (membres
de la communauté de communes de
Bugeat-Sornac-Millevaches au Cœur)



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Préfecture
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'intercommunalité et du contrôle de
légalité



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CREUSE

Préfecture
Direction de la Citoyenneté et de la Légalité
Bureau du contrôle de légalité et de
l'Intercommunalité

A R R E T E

portant modification de l'arrêté inter-préfectoral du 15 septembre 2016 portant fusion des communautés de communes d'Ussel-Meymac-Haute-Corrèze, du Pays d'Eygurande, des Gorges de la Haute Dordogne, de Val et Plateaux Bortois, des Sources de la Creuse (département de la Creuse, 23) avec extension aux communes de Bellechassagne, Bugeat, Chavanac, Millevaches, Pérols-sur-Vézère, Peyrelevade, Saint-Germain-Lavolps, Saint-Merd-les-Oussines, Saint-Setiers et Sornac (membres de la communauté de communes de Bugeat-Sornac-Millevaches au Cœur)

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Le préfet de la Creuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 15 septembre 2016 portant fusion des communautés de communes d'Ussel-Meymac-Haute-Corrèze, du Pays d'Eygurande, des Gorges de la Haute Dordogne, de Val et Plateaux Bortois, des Sources de la Creuse (département de la Creuse, 23) avec extension aux communes de Bellechassagne, Bugeat, Chavanac, Millevaches, Pérols-sur-Vézère, Peyrelevade, Saint-Germain-Lavolps, Saint-Merd-les-Oussines, Saint-Setiers et Sornac (membres de la communauté de communes de Bugeat-Sornac-Millevaches au Cœur),

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Haute-Corrèze Communauté du 18 mai 2017 par laquelle il décide de prendre la compétence « aménagement numérique – communications électroniques » prévue à l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales.

Vu les délibérations favorables des conseils municipaux des communes d'Aix, Ambrugeat, Beissat, Bort-les-Orgues, Bugeat, Chaveroche, Chirac-Bellevue, Clairavaux, Combressol, Courteix, Davignac, Eygurande, Feyt, Lamazière-Basse, Lamazière-Haute, Laroche-Près-Feyt, Latronche, Ligniac, Malleret, Margerides, Le Mas-d'Artiges, Maussac, Merlines, Mestes, Meymac, Millevaches, Monestier-Merlines, Neuvic, Palisse, Pérols-sur-Vézère, Peyrelevade, Poussanges, Roche-le-Peyroux, Saint-Angel, Saint-Bonnet-près-Bort, Saint-Etienne-aux-Clos, Saint-Etienne-la-Geneste, Saint-Exupéry-les-Roches, Saint-Fréjoux, Saint-Hilaire-Luc, Saint-Martial-le-Vieux, Saint-Merd-la-Breuille, Saint-Merd-les-Oussines, Saint-Pantaléon-de-Lapleau, Saint-Rémy, Saint-Sulpice-les-Bois, Sainte-Marie-Lapanouze, Sarroux – Saint-Julien, Sérandon, Sornac, Soursac, Valiergues et Veyrières,

Vu les délibérations réputées favorables des conseils municipaux des communes d'Alleyrat, Bellechassagne, Chavanac, Confolent-Port-Dieu, Couffy-sur-Sarsonne, La Courtine, Féniers,

Lignareix, Monestier-Port-Dieu, Saint-Germain-Lavolps, Saint-Oradoux-de-Chirouze, Saint-Pardoux-le-Neuf, Saint-Pardoux-le-Vieux, Saint-Setiers, Saint-Victour, Thalamy et Ussel,

Vu la délibération défavorable du conseil municipal de la commune de Magnat-l'Etrange,

Considérant que la majorité qualifiée requise est atteinte,

Sur proposition de mesdames les sous-préfètes d'Ussel et d'Aubusson,

ARRETE :

Article 1^{er} : La compétence « aménagement numérique – communications électroniques » prévue à l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales est ajoutée au titre des compétences facultatives de la communauté de communes Haute-Corrèze Communauté, à compter de la date du présent arrêté.

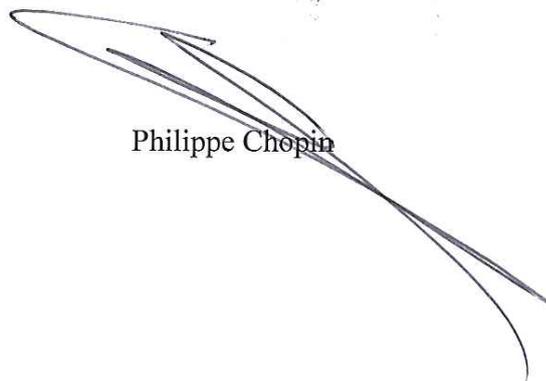
Article 2 : MM les secrétaires généraux de la préfecture de la Corrèze et de la Creuse, Mmes les sous-préfètes d'Ussel et d'Aubusson, MM les directeurs départementaux des finances publiques de la Corrèze et de la Creuse, M. le président de la communauté de communes Haute-Corrèze Communauté et Mmes et MM. les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corrèze.

Tulle, le 17 OCT. 2017



Bertrand Gaume

Guéret, le 13 OCT. 2017



Philippe Chopin

NB : Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Corrèze, 1 rue Souham – 19012 TULLE CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 1 cours Vergniaud – 87000 LIMOGES.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Préfecture / Direction des relations avec les collectivités
locales

19-2017-10-17-003

Arrêté portant modification des statuts de la communauté
de communes Xaintrie Val'Dordogne
Modification des statuts



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Préfecture
Direction des relations avec les collectivités
locales
Bureau de l'intercommunalité et du contrôle de
légalité

A R R Ê T É
portant modification des statuts de la communauté
de communes Xaintrie Val'Dordogne

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 portant fusion des communautés de communes du Pays d'Argentat, du canton de Saint-Privat, avec extension à la commune de Saint-Bazile-de-la-Roche et aux communes de Bassignac-le-Bas, Camps Saint-Mathurin-Léobazel, La Chapelle-Saint-Géraud, Goulles, Mercoeur, Reygades, Saint-Bonnet-les-Tours-de-Merle, Saint-Julien-le-Pélerin et Sexcles,

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Xaintrie Val'Dordogne du 28 juin 2017 décidant de modifier ses statuts,

Vu les délibérations favorables des conseils municipaux des communes d'Albussac, Argentat-sur-Dordogne, Auriac, Bassignac-le-Bas, Camps-Saint-Mathurin-Léobazel, La Chapelle-Saint-Géraud, Forgès, HautePAGE, Mercoeur, Monceaux-sur-Dordogne, Neuville, Reygades, Rilhac-Xaintrie, Saint-Bonnet-Élvert, Saint-Bonnet-les-Tours-de-Merle, Saint-Chamant, Saint-Cirgues-la-Loutre, Saint-Geniez-ô-Merle, Saint-Julien-le-Pélerin, Saint-Martin-la-Méanne, Saint-Privat, Saint-Sylvain, Servières-le-Château et Sexcles,

Vu les délibérations réputées favorables des conseils municipaux des communes de Goulles, Saint-Hilaire-Taurieux, Saint-Julien-aux-Bois et Saint-Martial-Entraygues,

Vu les délibérations défavorables des conseils municipaux des communes de Bassignac-le-Haut et Darazac,

Considérant que la majorité qualifiée requise est atteinte,

Vu les statuts de la communauté de communes,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

1, rue Souham B.P. 250 - 19012 Tulle Cedex ☎ 05 55 20 55 20 – 📠 05 55 26 82 02
Internet : www.correze.gouv.fr - courriel : prefecture@correze.gouv.fr
Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 8h15 à 12h00 et 13h30 à 16h30

ARRÊTE

Article 1 : Les statuts modifiés, ci-annexés, de la communauté de communes Xaintrie Val'Dordogne entrent en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018. Ils remplacent ceux visés par l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016. Un exemplaire des délibérations susvisées et des statuts reste annexé au présent arrêté.

Article 2 : M. le secrétaire général, M. le directeur départemental des finances publiques de la Corrèze, M. le président de la communauté de communes Xaintrie Val'Dordogne, Mmes et MM. les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Tulle, le 17 OCT. 2017



Bertrand Gaume

NB : Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Corrèze, 1 rue Souham – 19012 TULLE CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 1 cours Vergniaud – 87000 LIMOGES.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Préfecture / Direction des relations avec les collectivités
locales

19-2017-10-24-001

Arrêté portant modification des statuts de la communauté
d'agglomération Tulle Agglo

Modification des statuts de la communauté d'agglomération Tulle Agglo



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Préfecture
Direction des relations avec les collectivités
locales
Bureau de l'intercommunalité et du contrôle de
légalité

ARRÊTÉ

portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Tulle Agglo

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-17,

Vu l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2011 portant transformation de la communauté de communes de Tulle et Cœur de Corrèze en communauté d'agglomération,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2016 portant extension de la communauté d'agglomération Tulle Agglo,

Vu la délibération du 3 juillet 2017 de la communauté d'agglomération Tulle Agglo décidant de modifier ses statuts,

Vu les délibérations favorables des conseils municipaux des communes des Angles-sur-Corrèze, Bar, Beaumont, Chamboulive, Chameyrat, Champagnac-la-Prune, Chanac-les-Mines, Chanteix, Clergoux, Cornil, Corrèze, Espagnac, Favars, Gimel-les-Cascades, Gumont, Ladignac-sur-Rondelles, Lagarde-Enval, Lagraulière, Le Lonzac, Naves, Orliac-de-Bar, Pandrignes, Pierrefitte, La Roche-Canillac, Saint-Augustin, Saint-Bonnet-Avalouze, Saint-Clément, Saint-Germain-les-Vergnes, Saint-Hilaire-Peyroux, Saint-Jal, Saint-Martial-de-Gimel, Saint-Mexant, Saint-Pardoux-la-Croisille, Saint-Paul, Saint-Priest-de-Gimel, Saint-Salvadour, Sainte-Fortunade, Seilhac, Tulle et Vitrac-sur-Montane,

Vu les délibérations réputées favorables des conseils municipaux des communes du Chastang, Eyrein, Gros-Chastang, Laguenne, Marc-la-Tour,

Considérant que la majorité qualifiée requise est atteinte,

Vu les statuts de ladite communauté d'agglomération,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRÊTE

Article 1 : L'article 4 de la communauté d'agglomération Tulle Agglo est modifié ainsi qu'il suit :

« **A - Groupe de compétences obligatoires** : (...)

Développement économique : (...)

- Participation au développement du Haut Débit et du Très Haut Débit sur le territoire communautaire (...) ».

« **C - Groupe de compétences facultatives** : (...)

Service Départemental d'Incendie et de Secours

- Contribution au budget du Service Départemental d'Incendie et de Secours ».

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts modifiés, ci-annexés, entrent en vigueur à la date du présent arrêté. Ils remplacent les statuts joints à l'arrêté préfectoral du 26 avril 2017.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze, M. le directeur départemental des finances publiques, M. le président de la communauté d'agglomération Tulle Agglo, Mmes et MM. les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corrèze.

Tulle, le 24 OCT. 2017



Bertrand Gaume

NB : Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Corrèze, 1 rue Souham – 19012 TULLE CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 1 cours Vergniaud – 87000 LIMOGES.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Préfecture/Direction des relations avec les collectivités
locales

19-2017-10-17-001

Arrêté préfectoral portant adhésion du syndicat
d'alimentation en eau potable La Montane au syndicat Puy
des Fourches-Vézère



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Préfecture
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'intercommunalité et du contrôle de
l'égalité

A R R Ê T É

portant adhésion du syndicat d'alimentation en eau potable La Montane
au syndicat Puy des Fourches-Vézère

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1970, modifié, portant création du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Puy des Fourches,

Vu la délibération du 21 novembre 2016 par laquelle le comité syndical du syndicat d'alimentation en eau potable La Montane demande son adhésion au syndicat Puy des Fourches-Vézère pour la compétence « production – transfert »,

Vu les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de Saint-Priest-de-Gimel et Vitrac-sur-Montane, membres du syndicat d'alimentation en eau potable La Montane,

Vu les délibérations réputées favorables des communes de Corrèze, Eyrein et Saint-Martial-de-Gimel, membres du syndicat d'alimentation en eau potable La Montane,

Vu la délibération du 28 juin 2017 par laquelle le comité syndical du syndicat Puy des Fourches-Vézère accepte l'adhésion du syndicat d'alimentation en eau potable La Montane,

Vu les délibérations favorables des conseils municipaux des communes d'Espartignac, Lagraulière, Naves, Saint-Clément, Saint-Jal, Seilhac, Tulle et Uzerche sur l'adhésion du syndicat d'alimentation en eau potable La Montane,

Considérant que la majorité qualifiée requise est atteinte,

Vu les statuts du syndicat,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T É

Article 1 : Le syndicat d'alimentation en eau potable La Montane est autorisé à adhérer au syndicat Puy des Fourches-Vézère pour la compétence « production – transfert » à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 : Les statuts du syndicat Puy des Fourches-Vézère, ci-annexés, sont modifiés en conséquence afin de prendre en compte l'adhésion du syndicat d'alimentation en eau potable La Montane et d'acter la transformation de plein droit du syndicat Puy des Fourches-Vézère en syndicat mixte.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze, M. le directeur départemental des finances publiques de la Corrèze, M. et Mme les présidents du syndicat du Puy des Fourches-Vézère et du syndicat d'alimentation en eau potable La Montane, Mmes et MM. les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corrèze.

Tulle, le 17 OCT. 2017



Bertrand Gaume

NB : Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Corrèze, 1 rue Souham – 19012 TULLE CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de L'intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 1 cours Vergniaud – 87000 LIMOGES.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.